

# La révolution de l'information

*La conquête du commerce électronique rapportera 200 milliards au Canada, estime le ministre de l'Industrie, John Manley*



**Gilles Toupin**

du bureau de La Presse, OTTAWA

**L**e discours du Trône du gouvernement Chrétien, mardi dernier, a donné au ministre de l'Industrie, John Manley, une visibilité dont lui-même n'avait sans doute pas rêvé. Depuis six ans qu'il se démène pour faire du Canada un acteur de premier plan sur l'auto-route électronique, voilà qu'au centre de la stratégie de Jean Chrétien pour le nouveau millénaire se trouve le projet de faire du Canada une plaque tournante mondiale du commerce électronique.

Le défi est colossal, et pas seulement pour John Manley; mais aussi pour tout le secteur privé industriel et commercial, et en particulier pour les PME. Plusieurs de ses ennemis politiques accusent le ministre de l'Industrie de se laisser

**«Nous sommes en retard sur les États-Unis, nous sommes en même temps tellement en avance sur les autres pays!»**

berner par des gadgets. Lui possède la profonde conviction qu'il doit faire la révolution de l'information, qu'il doit ainsi mettre en place rapidement, très rapidement, des politiques et un cadre législatif qui permettront au Canada de

devenir le pays le plus branché au monde, persuadé que la recette pour se hisser au rang de grande économie mondiale passe inéluctablement par l'espace virtuel.

De son côté, le secteur privé doit répondre à l'appel lancé par Jean Chrétien mercredi aux Communes en profitant rapidement de ces nouvelles politiques, « sans attendre de voir ce que les entreprises ailleurs feront ».

L'objectif? Conquérir une part de 5% du commerce électronique mondial d'ici l'an 2003 avec à la clé un chiffre d'affaires de plus de 200 milliards de dollars.

Le ministre de l'Industrie est un voyageur passionné du cyberspace. Lorsqu'il est à son bureau, il communique avec son personnel par courrier électronique. Son écran est branché en permanence et ouvert à la page d'accueil d'Indus-

trie Canada. Chez lui, le week-end, il s'embarque pour de longs périodes, fouinant tantôt du côté du site de la Ligue nationale de hockey, tantôt du côté des sites consacrés aux informations ou encore zigzaguant dans les méandres virtuels de la haute technologie.

Si les entreprises privées canadiennes étaient aussi informées que lui, affirme-t-il à *La Presse*, le Canada serait déjà le numéro un mondial du commerce électronique. « De plus, dit-il, les entreprises canadiennes ont par définition une

nature plus conservatrice que leurs soeurs américaines. »

« N'empêche, se reprend-il aussitôt, même s'il est vrai que nous sommes en retard sur les États-Unis, nous sommes en même temps tellement en avance sur les autres pays! » Selon le Conference Board, le Canada est deuxième au monde après les États-Unis en ce qui concerne les branchements. Quant au ministère du Commerce et de l'Industrie de la Grande-Bretagne, il affirme dans un rapport publié en juin, que le Canada et les États-

Unis sont à égalité à ce chapitre.

John Chambers, président de Cisco System, une société internationale de haute technologie, affirmait que le Canada était le seul pays avec Singapour à avoir une stratégie complète pour le commerce électronique et que les autres pays devraient le prendre en exemple.

John Manley se dit tout de même insatisfait de la situation. « Notre secteur privé, dans le domaine du commerce électronique, n'est pas aussi performant, aussi

bien informé, que le secteur privé aux États-Unis. Nous avons moins de sites commerciaux, moins d'achats. Nous allons donc essayer d'encourager notre secteur privé et nous allons mettre au point le cadre légal, réglementaire, qui favorisera le commerce électronique. »

Mais ce n'est pas tout. Pour que fonctionne la révolution de l'information, il faut aussi, affirme John Manley, que les citoyens eux-mêmes aient accès à ces nouvelles technologies. Le ministère de l'Industrie a donc réussi, grâce à son programme Rescol, à brancher toutes les écoles du pays et il est déjà occupé à augmenter la vitesse de ces branchements pour faire de la toile un véritable outil d'enseignement.

« Le dernier branchement s'est fait dernièrement dans l'île de Picou en Nouvelle-Écosse dans une petite école de seulement trois élèves, raconte, visiblement fier, le ministre. Mais beaucoup d'écoles sont branchées sur des lignes téléphoniques ordinaires. Ce n'est pas très rapide. »

Autre projet : terminer la mise en place de centres d'accès communautaires partout au pays. Déjà, 4000 établissements ruraux éloignés ont des centres d'accès à Internet. Mille autres sont en train d'être créés et quelque 5000 centres urbains compléteront le réseau. « Le but de l'opération, explique John Manley, est de permettre aux gens qui n'ont pas les moyens de s'acheter un ordinateur d'avoir quand même accès au Net. »

Enfin, toute cette économie virtuelle ne peut connaître le succès sans que la vie privée et les renseignements personnels soient protégés. Le ministre de l'Industrie souhaite ardemment que son projet de loi C-54 sur la protection des renseignements personnels soit adopté aux Communes très prochainement. À ce chapitre, l'affrontement avec le Québec, qui possède sa propre législation, est aigu. Québec reproche au projet fédéral d'affaiblir sa propre loi alors qu'Ottawa jure sur tous les tons que le Québec sera exempté de la loi fédérale puisqu'il possède déjà ses outils légaux de contrôle. John Manley a indiqué qu'il n'avait pas l'intention de modifier son approche à ce chapitre.

« Beaucoup de provinces ne veulent pas avoir à gérer leur propre loi dans ce secteur, dit-il, et elles demandent au gouvernement fédéral de s'en occuper. »

**«Nous allons mettre au point le cadre légal qui va favoriser le commerce électronique.»**



## Le Canada cherche désespérément à garder ses chercheurs étoiles pour en attirer d'autres

GILLES TOUPIN  
 du bureau de La Presse, OTTAWA

Il fallait bien que le chat sorte du sac un jour ou l'autre. Le gouvernement Chrétien a finalement reconnu que l'exode des cerveaux au Canada était une réalité, et une réalité fort coûteuse, et il a témoigné dans son discours du Trône d'une volonté de remédier à la situation.

L'annonce mercredi par le premier ministre de la création en trois ans de 1200 nouveaux postes de chercheurs dans toutes les universités du pays est en quelque sorte la preuve de la reconnaissance d'un problème que M. Chrétien avait voulu lui-même minimiser.

La création de ces chaires de recherche, qui sera assortie de 800 postes supplémentaires ultérieure-

ment, enlève si l'on peut dire une épine au pied de John Manley, ministre de l'Industrie, responsable de deux des trois conseils subventionnaires, le conseil de recherche en sciences de la nature et en génie et le conseil de recherche en sciences humaines. Le conseil de la recherche médicale, qui disparaîtra au profit de la création d'instituts canadiens de la santé, est sous la

responsabilité du ministre de la Santé, Allan Rock.

« La création de ces chaires, commente M. Manley, est très importante parce que cela nous permettra de conserver nos chercheurs étoiles et d'aller chercher des chercheurs étoiles à l'étranger. C'est pourquoi nous investissons 360 millions de dollars les trois premières années. »

### Recherche et commercialisation

Évidemment, la recherche pour la recherche n'est pas en soi un but viable. Le ministre de l'Industrie entend bien trouver les moyens de commercialiser certains produits ou découvertes issus de ces recherches. Il entend bien pour cela apporter prochainement des changements au

sein des conseils subventionnaires.

« Nous nous sommes rendu compte, explique-t-il, que l'un des plus graves problèmes dans le domaine de l'innovation au Canada était celui de la commercialisation des brevets existants. Cela se fait beaucoup moins au Canada qu'aux États-Unis. Alors il faudra que nous trouvions des moyens d'encourager les chercheurs afin qu'ils créent des produits commercialisables. De cette façon, nous créerons des emplois. »

Mais ces chaires de recherche sont des projets à long terme.

« Cela ne va pas changer l'économie dès l'année prochaine, affirme John Manley. Mais il faut faire dès maintenant ces investissements pour faire de notre pays un pays concurrentiel au XXI<sup>e</sup> siècle. »

Par ailleurs, dans un autre domaine, le ministre Manley a rappelé à *La Presse* que son gouvernement s'était engagé dans le discours du Trône de tout faire pour attirer davantage d'investissements étrangers au Canada. Le ministère de l'Industrie et celui du Commerce s'apprentent ainsi à créer « Équipe Canada investissement », une agence dont la tâche sera de sensibiliser la communauté internationale aux possibilités d'investissements et de croissance au Canada.

John Manley promet d'ici décembre un projet de loi qui apportera des assouplissements à la loi canadienne sur les corporations, question d'y enlever les obstacles qu'elle dresse devant l'installation de multinationales au pays.

# Éditorial

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS  
PRÉSIDENT DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY  
PRÉSIDENT  
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON  
ÉDITEUR ADJOINT  
MARCEL DESJARDINS  
DIRECTEUR DE L'INFORMATION  
ALAIN DUBUC  
EDITORIALISTE EN CHEF

## Le culte du fardeau fiscal

Un des grands paradoxes de la vie politique canadienne, c'est l'étonnante similitude idéologique entre les gouvernements de Jean Chrétien et de Lucien Bouchard. À l'exception du dossier constitutionnel qui les oppose, Ottawa et Québec, centristes, partagent la même volonté d'équilibre entre la rigueur fiscale et les valeurs de solidarité.

Cette similitude, on l'a encore vue à l'oeuvre cette semaine dans les deux capitales. Ottawa, avec son discours du Trône, et Québec, avec le coup d'envoi de la commission parlementaire sur la réduction de l'impôt des particuliers, envoient le même message : un amour de l'intervention gouvernementale et une méfiance face à toute franche réduction du fardeau fiscal.



Alain Dubuc  
adubuc@lapresse.ca

Le discours du Trône, qui devait être porteur de changement, propose le statu quo d'un gouvernement qui ne veut pas repenser sa mission. De peur de voir sa taille fondre, le gouvernement Chrétien préfère réinvestir ses surplus plutôt que de les retourner aux contribuables, et multiplie les interventions, souvent dans des domaines provinciaux, moins par désir de centraliser que par soif de visibilité et de pertinence.

La situation n'est pas différente au Québec. La baisse d'impôts que le ministre des Finances, Bernard Landry, a déjà promise, 1,3 milliard sur un mandat de quatre ans, est anormalement modeste.

Ce refus de vraiment réduire les impôts s'explique, dans les deux capitales, par les mêmes raisons. La base libérale, tout comme celle du PQ, se méfie du discours anti-impôts et privilégie le réinvestissement social. Ces résistances forcent les deux gouvernements à marcher sur des oeufs, d'autant plus que la lassitude des contribuables ne trouve aucune expression politique sinon, au Canada, chez les réformistes, régionaux et marginaux.

Ces contraintes expliquent, à Québec, l'étrange mandat de la commission parlementaire, qui ne porte pas sur le montant désirable de baisses d'impôt, déjà décrété par Bernard Landry, mais uniquement sur la façon de procéder. Une opération qui ressemble plus à un exercice pédagogique qu'à une véritable consultation.

Il est vrai que M. Bouchard ne manifeste pas l'ambivalence de son homologue fédéral et prône très clairement, comme le ministre Landry, sa volonté de réduire le fardeau fiscal. Mais cette détermination mène à un projet si minimal que l'effet est le même.

Les Québécois sont, en effet, les citoyens les plus taxés d'Amérique. La ponction fiscale y atteint 42,4 % du PIB, contre 36,8 % au Canada et 28,5 % aux USA. Quant à l'impôt sur le revenu, ce sont les Québécois qui en paient le plus de tous les pays du G-7 ! Dans un tel contexte, la baisse de 1,3 milliard devient ridicule. À l'heure actuelle, les Québécois paient 5,8 milliards de plus en impôt sur le revenu que les Ontariens. Une fois que M. Landry aura généreusement distribué ses cadeaux, l'écart sera presque le même, à 5,7 milliards, parce que les gouvernements voisins continuent à réduire leurs impôts.

Le ministre Landry se réfugie derrière le fait que les surplus dont il dispose ne permettent pas davantage. Comme à Ottawa, ses réserves seront sans doute plus élevées qu'il le dit. Mais surtout, et cela nous semble plus fondamental, les surplus ne tombent pas du ciel, ils résultent de décisions politiques. Et si le gouvernement du Québec dispose d'une si maigre marge de manoeuvre, c'est par choix.

Les impôts sont en effet plus élevés au Québec parce que notre gouvernement dépense plus. Les dépenses de programmes équivalent à 38 % du PIB au Québec, contre 30,1 % en Ontario, ou 34,5 % dans l'Ouest. Cela ne nous donne pourtant pas des programmes plus généreux ou des services de meilleure qualité.

Comme c'est le cas à Ottawa, tant que Québec refusera de remettre en cause sa façon d'agir et de dépenser, nous resterons surtaxés.



DROITS RÉSERVÉS

Serge.chapleau@lapresse.ca

## La connaissance utile

L'Histoire enseigne que les catastrophes ne surgissent pas là où les prophètes de malheur nous avaient assuré qu'elles séviraient. Alors que naissait à Sarajevo le six milliardième Terrien, la sirène d'alarme démographique (anticipant une planète croulant sous le poids de dizaines de milliards d'individus, image apocalyptique véhiculée depuis un quart de siècle par le Club de Rome) s'est tue.



Mario Roy  
mroy@lapresse.ca

Le rythme de croissance de la population a ralenti. Il ralentira encore. De sorte qu'on n'appréhende plus un futur prévisible où le nombre de bouches à nourrir surpasserait la capacité de production des denrées essentielles. Théoriquement, bien entendu.

Car, en pratique, la rencontre de l'offre et de la demande des biens indispensables à la vie — eau, nourriture, sécurité, hygiène, soins de santé, éducation — demeure toujours aussi aléatoire.

Des continents entiers végètent à la limite de la survie : c'est le cas d'une grande partie de l'Asie. Ou sont aux prises avec des régressions inquiétantes se manifestant par une résurgence de phénomènes associés dans l'imaginaire collectif à la misère médiévale, de l'épidémie foudroyante jusqu'à la vendetta tribale, en passant par l'exercice de pouvoirs de droit divin : c'est le cas de plusieurs territoires de l'ex-empire soviétique et d'une large portion de l'Afrique.

Pour expliquer ces situations, il est d'usage de recourir à la grille d'analyse tiers-mondiste, plaquée telle quelle sur le cas de l'Afrique, ou légèrement modifiée lorsqu'on la pose sur l'Europe de l'Est.

Dans tous les cas, cette grille — égorgement du Sud par le Nord, expansion du capitalisme sauvage, pillage des richesses naturelles, paupérisation continue, etc. — finit par

décrire une situation à ce point dégradée qu'elle n'engendre que la désespérance, n'induit que le renoncement à toute action, vue d'avance comme dérisoire et inutile.

Une saine méfiance à l'endroit des explications simplistes commanderait pourtant des examens plus minutieux, plus pragmatiques, dont ne serait pas exclu au départ tout espoir d'influer sur le cours des choses.

Ce serait, il nous semble, le premier devoir des pays riches que d'utiliser la prodigieuse quantité de savoir accumulé, et la capacité de traitement de l'information tout aussi gigantesque dont nous disposons, pour aider les nations moins nanties à s'aider elles-mêmes. Il faut faire mentir Jean-François Revel qui, dans *La Connaissance inutile* (1988), dépeignait cette forme particulièrement hypocrite du sanglot de l'homme blanc consistant à préférer l'idéologie et le préjugé aux faits, à déployer de titaniques efforts pour bannir de son esprit toute information entrant en conflit avec l'une et l'autre.

Cela est d'autant plus crucial que la connaissance est devenue la denrée à la fois la moins coûteuse, la plus mobile, et la plus urgemment nécessaire au combat contre la misère. Associé à la détermination et à la persévérance, le savoir — qui ne compte déjà pas pour peu dans la chute relative de la natalité — peut déboulonner les tyrans, faire reculer l'intolérance et la violence, stimuler la production de biens essentiels, vaincre la maladie, développer la conscience environnementale. Et, surtout, faire comprendre que l'Homme a prise sur lui-même et sur l'Histoire.

L'optimisme n'est guère à la mode, certes, et il n'est pas très bien vu, lorsqu'on se trouve devant une mappemonde, de faire autre chose que de comptabiliser les malheurs. Cependant, on aperçoit bel et bien une lueur d'espoir dans le fait que le taux d'analphabétisme a fortement reculé dans le monde depuis trente ans (de 35 à 21 %), les chutes les plus spectaculaires ayant précisément été enregistrées en Asie et en Afrique. Peut-être, en ces endroits, la connaissance sera-t-elle utile.

### LA PRESSE ET VOUS

## Sur la route de l'an 2000

Casablanca. Auschwitz. Jérusalem. Moscou. New Delhi. Shanghai. Tokyo. Los Angeles.

Huit grandes villes. Huit symboles significatifs de ce qu'est le monde, aujourd'hui, avec ses conditions de vie, ses richesses et sa pauvreté, ses succès et ses échecs, ses ambitions et ses faillites, ses cultures, son histoire, ses projets, ses extravagances, ses guerres, ses tensions, ses réalisations.

Un jeune journaliste de *La Presse*, Marc Thibodeau, effectue actuellement ce périple à travers le monde, s'arrêtant dans chacune de ces huit villes, à raison d'une semaine par ville. Une véritable expédition de deux mois.

Pourquoi cette grande virée ? À quelles fins ? Pour prendre le « pouls » de ce qu'est ce monde dans lequel nous vivons, en cette fin de siècle et de millénaire. Marc interroge une personne dite « ordinaire », représentative de son peuple, qui nous parle de sa vie et de ses préoccupations. Il réalise une entrevue de fond avec un intellectuel du pays. Il découvre ce qui se vit à Casablanca, Auschwitz, Jérusalem, Moscou, New Delhi, Shanghai, Tokyo, Los Angeles, en cette toute fin du XX<sup>e</sup> siècle. À chacun

des endroits visités, il nous offre son « carnet de voyage ».

Afin de rendre cette dense matière à la portée du plus grand nombre, des élèves de deux écoles secondaires de la région de Montréal, le Collège Notre-Dame-du-Sacré-Coeur et la Villa Sainte-Marcelline, ont été invités à poser leurs questions aux personnes interrogées dans les huit villes. Ces questions sont adressées directement, par Internet, à notre journaliste, là où il se trouve. Son invité répond aux interrogations de ces jeunes, que nous remercions pour leur belle collaboration.

Ce n'est pas un voyage touristique. Ce n'est pas un voyage d'affaires. C'est un voyage de découvertes. C'est une façon originale de faire partager à nos lectrices et à nos lecteurs la réalité des peuples, à ce moment-ci de notre histoire.

L'objectif est de faire découvrir la vie sur Terre à l'aube du nouveau millénaire.

Cette série, intitulée « Sur la route de l'an 2000 », débute aujourd'hui même et se poursuivra jusqu'au 4 décembre inclusivement, chaque samedi, dans le cahier PLUS, à raison de deux pages complètes. Aujourd'hui, notre reporter nous écrit de Casablanca, au Maroc.

Tous les reportages de notre envoyé spécial seront disponibles sur notre site Internet le lundi suivant la publication dans notre journal. L'accès au site est

<http://lapresse.infinet.net>

Ce projet a vu le jour à la suite d'une invitation lancée par la direction du service de la rédaction aux journalistes de *La Presse* qui avaient une idée, un flash, un plan, un schéma, un projet d'information à soumettre pour souligner, de façon tout à fait particulière, la fin d'un millénaire et le début d'un autre.

Le projet de Marc Thibodeau a été retenu parce qu'il sort vraiment de l'ordinaire. Il est inusité. C'est une expérience unique que nous faisons partager à nos lectrices et à nos lecteurs. Pour réaliser ce projet, Marc Thibodeau s'est vu attribuer la Bourse de l'éditeur de *La Presse*, M. Roger D. Landry.

Si les médias sont parfois accusés de trop se limiter à la couverture locale ou nationale des événements, de faire preuve d'un trop grand nombrilisme, l'information internationale aura une place prédominante, dans ce cahier, au cours des huit prochaines semaines.

Nous avons bien hâte de connaître votre réaction. Si vous avez des commentaires, des suggestions, des propositions à formuler en regard

de ce grand projet « Sur la route de l'an 2000 », je vous invite à me les faire parvenir par télécopieur au (514) 285-1994 ou par courriel à l'adresse indiquée au bas de cette rubrique.

#### Soir de gala

C'est l'automne. C'est la période des galas de toutes sortes et de toutes catégories, qui visent à honorer des personnes, des institutions, des entreprises, des associations, des groupements pour leur apport à l'amélioration de la vie sociale, économique, culturelle ou sportive de leurs semblables ou de la société en général.

Le Gala Excellence 1999 de *La Presse* a lieu ce dimanche, à 20 heures, au réseau TVA.

Après les Gaëtan Boucher (1984), Naomi Bronstein (1985), André Viger (1986), Denys Arcand (1987), Guy Laliberté (1988), Phyllis Lambert (1989), Gratien Gélinas (1990), Jean Vanier (1991), Roberta Bondar (1992), Jean Béliveau (1993), Guy Saint-Pierre (1994), Daniel Langlois (1995), Jacques Villeneuve (1996), Laurent Beaudoin (1997) et Julie Payette (1998), qui sera choisi et honoré comme la Personnalité de l'année 1999 ? Le nom de cette personne sera dévoilé dimanche soir, de même que les Personnalités choisies dans les cinq catégories

suivantes : Affaires, administration et institutions ; Courage, humanisme et accomplissement personnel ; Sciences humaines, sciences pures et technologie ; Arts, lettres et spectacles ; Sports et loisirs.

Afin de bien vous préparer à cet événement annuel de prestige, vous trouverez, encarté dans ce numéro, un cahier spécial sur la 15<sup>e</sup> édition, ayant pour titre « L'Excellence, le plus beau marathon », réalisé sous la supervision de M. Pierre-Paul Gagné, adjoint à l'éditorialiste en chef.

Le seul fait de feuilleter ce cahier de 16 pages constitue un remède contre la dépression et la démotivation. C'est un comprimé efficace à suggérer à ceux et à celles qui désespèrent de la vie ou qui voient tout en noir l'avenir de notre collectivité.

Qu'il se fait de belles et de grandes choses dans notre société. Les réalisations des 52 personnalités choisies au cours de la dernière année en sont autant d'exemples probants.

Bonne lecture du Cahier Excellence, 15<sup>e</sup> édition.

Bon gala à chacune et à chacun de vous.

Claude MASSON  
Éditeur adjoint  
cmasson@lapresse.ca

# La misère scolaire des garçons

**É**norme, dramatique et fascinant par ce qu'il recèle d'interrogations et de remises en question, le problème auquel s'attaque le Conseil supérieur de l'Éducation... À l'heure où les filles sont majoritaires à l'université, les garçons sont en train de devenir la minorité défavorisée du système scolaire.

En 1997-98, les garçons étaient deux fois plus nombreux à décrocher du secondaire que les filles : 41,3 % contre 26 %. C'est presque la moitié des garçons qui se lancent les mains vides, sans diplôme minimal, sur un marché du travail où les emplois traditionnellement masculins, qui reposaient sur la force musculaire plus que sur l'instruction, sont en voie de disparition.

Certes, les filles ont toujours été « meilleures » à l'école que les garçons — plus studieuses, plus dociles, plus portées à s'intéresser à l'écriture et la lecture, qui sont les matières de base de l'apprentissage au primaire. Mais l'écart est devenu si grand, entre le succès scolaire des filles et la misère scolaire des garçons, que l'on ne peut plus se voiler la face au nom de la rectitude politique.

Même le très bien-pensant Conseil de l'Éducation admet aujourd'hui que les filles et les garçons ont des processus cognitifs différents, qu'il y a « deux cultures de l'enfance », et que des moyens extraordinaires doivent être mis en oeuvre pour adapter l'enseignement aux petits garçons.

Bref, contrairement à l'idée reçue voulant que les comportements tiennent à la culture plutôt qu'à la nature, le Conseil admet ce que la première génération de parents féministes a découvert à son grand désarroi à mesure que ses enfants grandissaient : eh oui ! on aura beau élever son fils et sa fille de la même façon, offrir des poupées au premier et des mécanos à la seconde, le garçon sera plus remuant, plus rebelle, plus aventureux et plus compétitif, et la fille, plus réservée, plus

conformiste et plus soucieuse de plaire aux adultes (il y a des exceptions, bien sûr, mais on parle ici de moyenne)... autant de qualités qui feront de la seconde une « meilleure » élève, quitte à ce que ses problèmes, intériorisés, explosent à l'adolescence.

Aussi le Conseil ose-t-il suggérer, à titre expérimental, un certain retour à l'ancienne séparation des sexes, à tout le moins

pour les matières où les écarts sont le plus prononcés : en lecture et écriture (matière faible des garçons) et en maths (matière faible des filles). C'est une piste intéressante.

Le Conseil s'interroge sur l'absence de modèles masculins : la profession enseignante, au primaire, reste hyper-féminisée, et les pères sont trop souvent absents de l'éducation de leurs fils.

Dans une remarque qu'on a peine à prendre au sérieux, la présidente du Conseil recommande aux pères de lire des livres plutôt que des journaux devant leur fils, à l'instar des mères, qui, elles, encouragent leurs filles à s'intéresser à la lecture en lisant des bouquins ! Ce n'est pas que je veuille prévenir une baisse du tirage des journaux, mais enfin, voilà une bizarre ordonnance. Le père qui lit *Le Monde* serait donc un moins bon modèle que la mère plongée dans un roman Harlequin ?



Cette culpabilisation des pères est justement l'un des symptômes d'une analyse incomplète. Car les facteurs auquel le Conseil attribue la responsabilité des échecs scolaires des garçons existaient auparavant : de tout temps, les filles ont été plus studieuses, et les programmes scolaires, insensibles aux différences cognitives ; de tout temps ce sont les mères, plus que les pères, qui ont supervisé



Lysiane GAGNON

les devoirs des enfants ; de tout temps le corps enseignant a été principalement féminin.

Et qu'on ne vienne pas nous dire que les pères d'antan, au retour de l'étable ou du camp de bûcherons, se plongeaient dans la *Pléiade* !

D'ailleurs, le problème touche toutes les classes sociales, comme en témoigneraient tous ces pères cultivés et grands lecteurs, présents dans l'éducation de leurs enfants, qui constatent que leurs fils ont plus de problèmes que leurs filles à l'école.

Qu'est-ce donc qui a changé ? Le nouveau facteur, dont le Conseil ne parle pas, est peut-être le féminisme, ou plus précisément un certain féminisme primaire et radical qui a engendré le mépris des valeurs masculines.

Toute la société, et l'école au premier chef, est imprégnée de cette mentalité qui voit la masculinité comme une tare et tourne en ridicule les comportements masculins traditionnels. Des qualités aussi admirables que le courage physique, le désir de protéger sa famille, le sens des responsabilités, la pratique de la compétition et donc de l'émulation, la loyauté en amitié, le stoïcisme, la pudeur devant la douleur, etc., sont jetées en vrac dans la boîte étiquetée « machisme », et dévalorisées au profit des valeurs « féminines » (compassion, écoute, étalage du vécu, etc.).

Les institutrices d'antan admiraient, ou toléraient, ces petits diables qui ruaient dans les brancards. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. À la garderie, le petit garçon qui s'amuse à soulever la jupe de sa compagne est vu comme un violeur en puissance ; au primaire, le garçon trop remuant est dopé au ritalin (les quatre dernières années, les prescriptions de ritalin ont augmenté de 260 %, et visent de trois à quatre fois plus de garçons que de filles).

Le Conseil lui-même trahit des préjugés analogues. Derrière le style ampoulé de son volumineux rapport, on décèle la conviction que les « stéréotypes sexuels » restent la cause de tous les maux et que les garçons devraient être amenés à modifier leurs comportements innés... comme si ce n'était pas plutôt à l'école de s'adapter à ses clientèles !

Comment expliquer que le Conseil ait ignoré cette complainte qui revient si souvent dans la bouche de mères de fils d'âge scolaire ? « L'école milite contre les valeurs masculines, l'école nie la réalité de nos garçons », disent nombre de femmes que l'on ne saurait accuser d'être antiféministes.

Le Québec semble avoir été particulièrement frappé par cette perversion du féminisme (qui au départ n'était pas une idéologie anti-homme), peut-être parce que les hommes y étaient plus vulnérables. Le Québec profond était, avant la révolution féministe, une société patriarcale, où la femme dominait le mari ; elle était souvent plus instruite que lui ; elle régnait sur le foyer (et sur le budget familial) ; gagne-petit au travail, il n'avait de pouvoir sur rien. Il finissait par être infantilisé au même titre que les enfants et par appeler sa femme « maman ».

Ce Québec des « grosses mamans » et des pères falots survit toujours dans la littérature contemporaine.

D'où cette facilité avec laquelle notre société a accepté que l'on se passe de père. En 20 ans, l'image de la mère célibataire est passée de l'opprobre à la gloire... et le taux de grossesse, chez les adolescentes, progresse à un rythme effarant. C'est d'ailleurs le principal facteur du décrochage scolaire des filles. Le fait d'avoir un enfant les valorise, leur donne l'illusion d'avoir un statut social.

Un garçon sur deux décroche, pendant qu'une fille sur quatre décroche, souvent pour donner naissance à un enfant sans père. Le Conseil supérieur de l'Éducation a du pain sur la planche.

## Opinions

# Pour en finir avec l'obsession linguistique

VICTOR PICHÉ

L'auteur est directeur du département de démographie et membre du Centre interuniversitaire d'études démographiques de l'Université de Montréal.

Le débat entre monsieur Alain Dubuc, éditorialiste en chef du journal *La Presse*, et madame Louise Beaudoin, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie et de la Charte de la langue française, sur le français à Montréal (*La Presse*, 2 et 9 octobre), soulève une question fondamentale sur l'interprétation des données démo-linguistiques.

D'un côté, Alain Dubuc parle de manipulation intellectuelle en faisant référence à l'approche doctrinaire et à l'alarmisme linguistique de MM. Charles Castonguay et Marc Termote. De l'autre, Madame Beaudoin utilise en réplique quelques passages du livre de Marc Levine, *La reconquête de Montréal*, publié en français en 1997, pour justifier les inquiétudes de certains militants du Parti québécois quant à la situation du français sur l'île de Montréal.

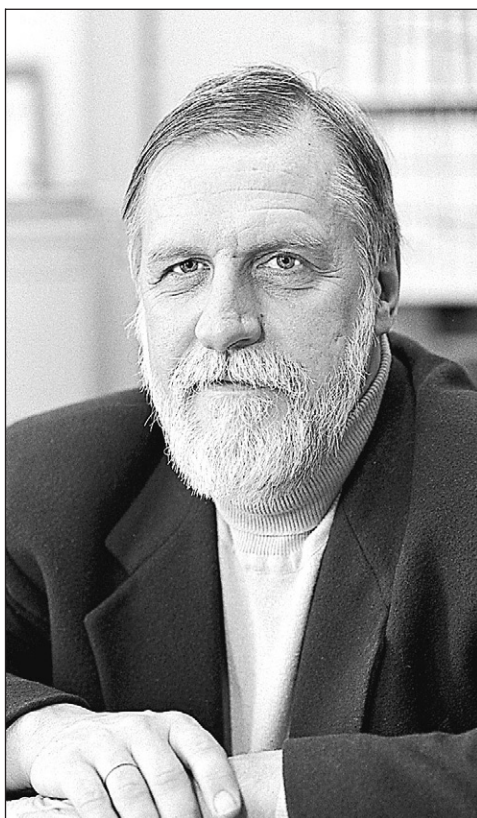
Dans les faits, la question centrale ici ne porte pas sur l'importance stratégique de préserver le fait français à Montréal, importance qui rallie une bonne partie des citoyens et citoyennes du Québec et la plupart des démographes. Ce qui pose problème — et c'est ici que cesse le consensus — c'est d'une part, la définition même de ce qu'est Montréal territoriale et, d'autre part, quelle valeur accorder à la langue parlée à la maison dans l'analyse politique du fait français. Je fais partie des nombreux démographes qui ne partagent pas « l'alarmisme linguistique » des uns et des autres, et surtout pas lorsque cet alarmisme est fondé sur des projections dont certains choix méthodologiques sont discutables tant du point de vue sociologique que politique.

En premier lieu, le choix de l'île de Montréal comme unité territoriale n'a pas vraiment de sens car l'île n'a pas de véritable signification ni politique (du moins pour le moment) ni sociologique. En fait, projeter la langue d'usage à partir des résidents de l'île, c'est comme si on s'intéressait à savoir quelle langue domine la nuit alors qu'une bonne partie de la population est endormie. Cette approche occulte la vitalité linguistique de l'île à partir de 6h le matin, lorsque les ponts sont remplis de francophones qui font monter les cotes d'écoute des programmes de radio francophones diffusés sur l'île et qui s'approprient à gagner une île où ils et elles travailleront ou étudieront ou magasineront en français. C'est à ce moment-là que ça se passe, non ?

En deuxième lieu, il faut dire que la langue d'usage des résidents de l'île de Montréal est un très mauvais indicateur du fait français à Montréal et c'est là mon deuxième point. En effet, les famil-

les « allophones » peuvent adopter une diversité de stratégies linguistiques au foyer et cela est particulièrement vrai dans le contexte spécifique de Montréal où l'école française est obligatoire pour les enfants. Plusieurs études montrent en effet que l'un des effets de la Loi 101 aura été d'augmenter les personnes trilingues puisque les parents allophones, tout en désirant conserver leur langue maternelle, voudront, tout comme les autres Montréalais d'ailleurs, que leurs enfants connaissent aussi l'anglais. Les familles allophones ont donc trois choix de langue d'usage à la maison et les stratégies varieront selon les objectifs linguistiques poursuivis : rétention de la langue maternelle versus connaissance de la langue anglaise assurée par l'école. Mais, quelle que soit la langue parlée à la maison, ce qui compte du point de vue de l'intégration linguistique c'est la langue commune ou publique. À ce titre, l'indice suggéré par Paul Béland, du Conseil de la langue française (Paul Béland, « Des chiffres et des lettres. Les statistiques sur la première langue officielle parlée donnent une représentation bien imparfaite de la réalité », *Le Devoir*, mardi 5 octobre 1999.), constitue une nette amélioration sur les indicateurs traditionnels provenant des questions des recensements canadiens. À mon avis, les questions du recensement sont de moins en moins utiles pour au moins deux raisons : la première a trait aux difficultés de comparaison d'un recensement à l'autre et la deuxième au fait que d'autres sources de données, de plus en plus disponibles d'ailleurs, donnent une meilleure image du fait français à Montréal. Marc Levine, qui constitue une référence importante dans la réplique de la ministre, ne manque pas de reprendre à son compte la critique des indicateurs traditionnels de l'intégration linguistique : « Enfin, et le Comité inter-

ministériel sur la situation de la langue française l'a **pertinemment** souligné, il faut dire que les méthodes traditionnelles d'examen du processus d'intégration linguistique des immigrants seraient quelque peu trompeuses. » (p.360). (Le caractère gras est de nous.)



Victor Piché

Les alarmistes et certains militants du PQ n'aiment pas ces nouveaux indicateurs de la langue d'usage public car ils donnent une image plus positive du fait français que ne le font les indicateurs traditionnels. Comme le montre Paul Béland, la très grande majorité de la population de Montréal utilise le français comme langue d'usage public, y compris sur l'île de Montréal. Pour Marc Levine aussi, analysée dans la perspective de la « langue d'usage public », au lieu de la « langue d'usage privé », la situation démo-linguistique semble plus favorable qu'elle ne le paraît à première vue. (p.361).

En terminant, j'aimerais dire un dernier mot sur le travail de Marc Levine dont se sert madame Beaudoin. Ayant lu et apprécié les résultats de ses analyses dans la première version de son livre d'abord publié en anglais, en 1990, j'ai été étonné de le voir apparaître dans le contexte de la réplique de madame Beaudoin. J'avais souvenir de propos très nuancés et je ne voyais pas comment son nom pouvait être associé à des propos alarmistes. Se pouvait-il que l'auteur en ait remis dans la version française publiée en 1997 ? La réponse est non. Outre les citations déjà présentées ci-haut, qui vont plutôt dans le sens de ma propre argumentation, on pourrait en citer d'autres qui donnent un son de cloche plutôt nuancé comme par exemple : « Bref, tout porte à croire que l'intégration linguistique des immigrants à la société francophone, bien que fragile, est sur la bonne voie. » (p. 360)

Il faut donc en finir avec l'obsession linguistique. Il faut cesser de se quereller à propos d'indicateurs peu significatifs qui nourrissent l'alarmisme. Reconnaissons que le fait français se porte plutôt bien que mal à Montréal et efforçons-nous de suivre l'évolution de l'intégration linguistique de l'aide d'indicateurs qui donnent l'heure juste.

# Passons aux garçons...

CHARLES CÔTÉ

L'auteur est conseiller pédagogique au primaire à la Commission scolaire de Montréal (CSDM).

Le vrai titre du rapport du Conseil supérieur de l'éducation (CSE) est « Pour une meilleure réussite scolaire des garçons et des filles ». Le titre m'apparaît orienté et, de toute façon, il colore la teneur du rapport. Le problème en est un de réussite des garçons et non des filles. Elles réussissent, elles. Bravo ! Ce fut gagné de haute lutte, conservons les acquis et passons aux garçons.

La problématique a bougé, c'est déjà un pas. L'auteur se faisait dire sur les tribunes universitaires, il y a cinq ans, que les filles étaient OK, les garçons n'avaient qu'à faire comme elles. Une production gouvernementale se doit de se distancer des idéologies dominantes, c'est-à-dire de la pensée de certaines féministes. Le rapport du CSE, sur ce plan, est tiraillé, on le sent. On lui donnerait juste la note de passage. Le rapport reconnaît que « les rythmes de maturation entre les garçons et les filles sont différents, particulièrement dans l'acquisition du langage et le contrôle du comportement ». Cependant on s'avance sur la pointe des pieds sur le terrain des composantes hormonales où se trouve sans doute la clef de l'écart garçons/filles. Le CSE avait une belle occasion de fournir une synthèse sur le sujet. On reste également sur notre faim à propos des pistes d'intervention significatives. On a expérimenté en Californie, en Grande-Bretagne et dans les pays scandinaves. Quels sont les résultats prometteurs, que faut-il éviter eu égard à nos choix de société ?

Étant un praticien d'école primaire je m'arrêterai à la dernière question à laquelle devait répondre le CSE : « Que doit faire et que peut faire l'école primaire pour corriger cette situation ? » Des pistes il y en a, le rapport du Conseil en met de l'avant, même s'il a tendance à focaliser sur la lecture et l'écriture. J'en ajoute d'autres. D'aucuns constatent que les garçons, de façon générale, sont plus « physiques ». Ils apprennent plus en manipulant de leurs mains malhabiles, car ils manquent de motricité fine. Cela se fait en mathématiques et en sciences de la nature ; il y a moyen de le faire en langue, le matériel s'inspire de la maternelle. De plus, par l'ordinateur ils ont vraiment la sensation de la manipulation ; c'est à exploiter au maximum. Augmenter le nombre de périodes de récréations et d'éducation physique. Après une heure assis, les jambes des garçons sont comme des ressorts qui bougent tout seuls. On se lève pour effectuer des mouvements de gymnastique dans certaines classes ; mais ce n'est pas suffisant.

Oser mettre sur pied des classes de garçons et pas seulement en lecture/écriture. La connaissance et le respect de l'autre sexe n'en souffriraient pas. Qu'on observe les récréations. Les gars et les filles ne jouent pas ensemble. Ils ont peu d'affinités, ils s'ignorent tout naturellement et c'est très bien. Un jour viendra...

Les garçons sont plus rudes et plus directs. Une petite bousculade, un petit coup de poing tiendront lieu du mot gentil des filles, de la caresse. Les garçons sont plus brouillons, moins ordonnés et ils le resteront longtemps. Admettre cela a des conséquences sur le code de vie et les attentes comportementales. Une école sera moins disciplinée dans le sens militaire, mais plus proche de la vie des élèves. (...)

Le gouvernement, par l'intermédiaire du CSE distribue les devoirs. Un pour les parents, surtout les pères ; un autre pour les enseignants et enseignantes et vlan ! un troisième pour la Formation des maîtres. Donnons lui en un à lui aussi. Le premier consisterait à fournir des gratifications (bonus, primes, priorité à l'engagement) aux hommes qui viendraient enseigner au primaire. Un second serait de mieux équiper les classes pour la manipulation, pour qu'on puisse y bouger sans s'« enfarger » dans le pupitre du voisin ; de là plus d'ordinateurs... Fournir un support particulier aux conseils d'établissement qui innoveraient pour renforcer les garçons serait une troisième suggestion. Enfin, former un comité de vigilance sur la meilleure réussite scolaire des garçons.

« Les rythmes de maturation entre les garçons et les filles sont différents ».

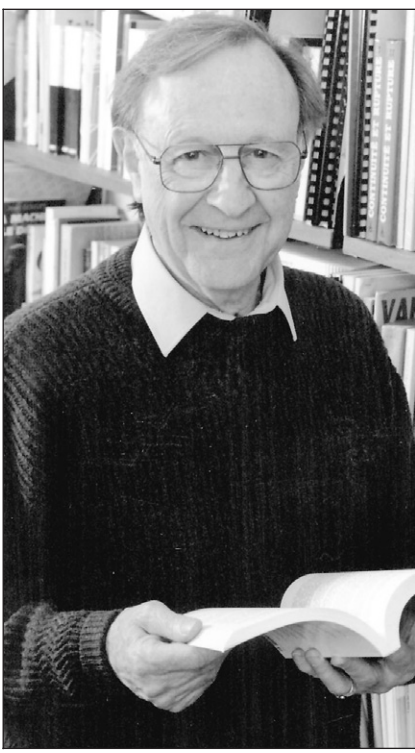
Plus

# Les intellectuels, d'hier à aujourd'hui



LES SAGAS DU XXÈ SIÈCLE  
ENTREVUE

Guy Rocher



Dans le cadre de ses projets de l'an 2000, La Presse vous propose une grande série rétrospective, les Sagas du XX<sup>e</sup> siècle, qui aborde différents thèmes qui ont marqué les 100 dernières années. Jusqu'à la fin de l'année, tous les samedis, nous nous intéressons aux idées politiques, aux phénomènes sociaux, à l'urbanisme, aux arts, aux communications, aux sciences. Chaque saga comprend deux éléments : une entrevue de fond avec un spécialiste du thème abordé et une chronologie illustrée. Aujourd'hui, nous vous présentons la Saga des intellectuels, avec la collaboration exceptionnelle de Guy Rocher. Bonne lecture.

GÉRALD LEBLANC

Ils ont pensé notre siècle, lit-on en tête de la saga des intellectuels de la page voisine. Qu'en fut-il au Québec ? Qu'en est-il aujourd'hui ? Ne vit-on pas présentement une sorte d'éclipse d'intellectuels. Pendant que s'éternise le débat national et qu'on s'évertue à crever les yeux du cadavre de la gauche, qui se charge de remettre en question les pouvoirs établis ? Nous avons posé ces questions au professeur Guy Rocher, un intellectuel qui a accompagné l'évolution contemporaine du Québec, de la commission Parent sur l'éducation, dont il fut la cheville ouvrière, à la Charte de la langue française, qu'il a rédigé avec Fernand Dumont, un autre des grands sociologues québécois. L'interview s'est déroulée mardi à ses bureaux du Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal.

À qui se réfère-t-on quand on parle des intellectuels ?

Je distinguerais la classe intellectuelle qui regroupe tous ceux qui s'adonnent à une activité abstraite de l'esprit, de ceux qu'on nomme les intellectuels. Ces derniers sont dans le monde de la connaissance, certes, mais ils se relient à des précurseurs et ont un rapport avec la pensée historique. Ils sont aussi impliqués dans le devenir de la société comme l'ont été Montaigne, Rousseau, Voltaire, Thomas Moore, Emmanuel Kant et tous les grands intellectuels européens. Ils jouent le double rôle de critique et de prophète. La vocation d'analyse critique oblige à une distance respectable du pouvoir et des pouvoirs. Prophète, non en tant que futurologue, mais dans le sens traditionnel de celui qui met en garde, qui propose des virages ou des retours aux sources.

Qui figurerait dans votre firmament des grands intellectuels québécois du XX<sup>e</sup> siècle ?

Henri Bourassa, le fondateur du quotidien *Le Devoir*, et André Laurendeau, qui a fait le pont entre les deux moitiés de notre siècle. Les sociologues Léon Gérin, Édouard Montpetit et Esdras Mainville. Le peintre Borduas, qui fut aussi critique social. Le romancier André Langevin, avec *Poussière sur la ville*. Le chanoine Groulx, qu'on critique beaucoup justement parce qu'il fut influent. Plus près de nous, le sociologue Fernand Dumont, l'écrivain Gaston Miron et le cinéaste Pierre Perrault. Le jésuite François Hertel dont le combat pour la liberté de penser et d'écrire lui valut l'exil et la mort dans l'extrême pauvreté à Paris. Aussi le père Lévesque, inno-

vateur et courageux, et Charles Taylor, sommité du Québec et du Canada.

Ne faut-il pas constater que les intellectuels sont disparus de l'avant-scène québécoise ?

Je ne dirais pas qu'ils sont absents car ils sont présents, dans les journaux, à la télé et à la radio, mais ils sont moins influents qu'ils l'ont déjà été. Il y a effectivement une oscillation dans l'influence des intellectuels, qui varie selon les époques. Après la Deuxième Guerre mondiale, les intellectuels étaient dépréciés et dévalorisés dans un Québec étouffé par le duplisme et le cléricisme. Ceux qui sortaient du rang, comme Mgr Charbonneau et le père Lévesque, le faisaient à leurs risques et périls. Puis avec la révolution tranquille, les sociologues et les philosophes en particulier ont exercé une influence considérable sur l'évolution du Québec, portés par les courants traversant les États-Unis et l'Europe. Et, enfin, les intellectuels du Québec sont redevenus moins influents. Leur rôle social reconnu et accepté varie donc avec les époques.

Dans l'entrevue accordée à Denise Bombardier, animatrice de l'émission *Idees Lumieres de Radio-Canada*, vous disiez que nos intellectuels s'étaient réfugiés dans la science. Que vouliez-vous dire exactement ?

Ceux qui m'ont suivi et qui sont maintenant âgés entre 45 et 55 ans ont pris au sérieux le côté scientifique des sciences sociales. Formés aux États-Unis et dans les nouvelles universités européennes, ils ont appris à suivre une méthode rigoureuse dans un champ déterminé dont ils ne veulent pas sortir. Ils dévalorisent leurs collègues qui abordent trop de sujets. Ils n'aiment pas se faire traiter d'intellectuels et préfèrent se dire scientifiques. Ils se méfient des vieux sociologues qui croient encore intéressant de bâtir un projet de société. Je respecte leur démarche, mais j'y vois un appauvrissement pour la cité.

La déchéance du communisme n'a-t-elle pas entraîné le discrédit sur la gauche, terreau traditionnel de la contestation sociale ?

Il faut d'abord rappeler les origines de la gauche dans le sillage de la révolution industrielle. La gauche est née d'un mouvement de pensée préoccupé par les grands écarts de niveau de vie. Au XIX<sup>e</sup> siècle, la gauche a surgi d'une constatation que les démocraties issues des révolutions française et américaine avaient entraîné le remplacement de l'ancienne féodalité par une nouvelle bourgeoisie aussi égoïste que l'ancienne et parfois plus cruelle, dans le travail des enfants par exemple. Cette gauche s'est bureaucrati-

sée, notamment dans le socialisme d'État des pays communistes, mais aussi dans la gauche installée de nos démocraties libérales.

Entrevoyez-vous des lieux d'où pourraient sortir de nouveaux vents de révolte et de remise en question comme ceux qui ont secoué nos sociétés depuis le début de XX<sup>e</sup> siècle ?

En ce moment, je n'en vois pas : ni club, ni cercle, ni parti politique, ni café, ni mouvement organisé. Il existe quelques revues comme *Société* et *Possible*, mais la gauche est orpheline et diffuse. J'ai des étudiants qui redécouvrent Marx ou Gramsci et qui s'agglutinent quelque part un jour ou l'autre, mais c'est encore virtuel.

Vous évoquiez aussi avec Denise Bombardier le ferment potentiel des intellectuels réduits à la pauvreté.

J'ai en effet des étudiants de 40 ans qui n'ont jamais eu d'emploi stable et permanent, qui vivent de petits contrats et d'expédients. Ils auront bientôt cause commune avec une classe appauvrie, pas une classe ouvrière comme au début du siècle, mais une classe de gens déçus dans ses attentes. On ne se révolte pas car on pense, faussement selon moi, que cet appauvrissement est temporaire. Il est, en outre, difficile pour ces intellectuels de penser que leur révolte puisse avoir une influence. Ceux qui éprouvent encore de la colère pourraient faire naître la gauche qui a toujours surgi d'une certaine révolte contre ce qui était perçu comme injuste.

Est-ce pareil partout dans le monde ?

Jusqu'à un certain point, oui. Sauf peut-être en Europe de l'Est et en Amérique du Sud. Dans les anciens pays communistes, la déception de la transition vers le capitalisme libéral amène les gens à se retourner vers les anciens partis communistes expurgés. C'est un sursaut populaire sans articulation d'une pensée de gauche. Quant aux pays d'Amérique du Sud, souvent dépourvus de classe moyenne, la théologie de la libération y présente un courant de gauche, soutenue de façon surprenante par une Église catholique longtemps complice d'un pouvoir conservateur.

N'est-ce pas condescendant de dire que l'espoir repose sur les pays les plus mal pris ?

Pas nécessairement. C'est dans le Sud que l'on vit de façon la plus aiguë les problèmes de pauvreté. Ce sera encore plus vrai avec l'accroissement de population. Il est donc normal de penser que la révolte viendra de ceux qui ont des problèmes et non des socié-

tés du Nord qui se débattent avec leurs problèmes de riches.

À la télé, vous disiez aussi que l'obsession d'un débat national empêchait d'aborder les problèmes de société. Comment en sortir ?

Il faut reconnaître que le débat national a suri et ne produit plus d'idées novatrices. On en sortira uniquement en changeant de paradigme. Le philosophe des sciences, Thomas Samuel Kuhn, a bien démontré que l'innovation est survenue en sciences lorsqu'un chercheur a adopté un tout autre point de vue qui permettait de voir la réalité sous un autre jour. C'est ce qu'il a appelé un changement de paradigme. Le nouveau paradigme de la question nationale viendra, me semble-t-il, de la nouvelle gauche qui finira par resurgir.

Les Canadiens n'ont pas ce problème ?

Au contraire, le nationalisme y joue un rôle tout au moins aussi important qu'au Québec. Fondé sur l'anti-américanisme et sur un nouvel amour du Canada. Le nouveau nationalisme canadien a été érigé, dans le sillage de Trudeau, par des universitaires de ma génération qui n'y ont pas non plus intégré les courants de pensée de la gauche.

N'y a-t-il pas un autre obstacle à l'impact que pourrait avoir les intellectuels. Nous sommes maintenant six milliards sur la petite planète où les guerres ne cessent d'éclater, sans oublier les files d'attente dans les urgences de nos hôpitaux. Votre affamé n'a pas d'oreilles. Restent-il de la place pour écouter ceux qui voudraient repenser nos sociétés ?

C'est très vrai que les réalités immédiates empêchent les vues d'ensemble. Il est évident par exemple que les sévères coupes de budget ont autant affecté les universités que les hôpitaux, mais on s'émeut plus facilement pour une salle d'urgence encombrée que pour une bibliothèque dépourvue. Quand on vit le nez sur l'immédiat, il est impossible de se demander à quoi ressemblera l'avenir.

Terminons sur une note personnelle. Vous avez vous-mêmes logé chez la gauche installée quand vous avez écrit, avec Fernand Dumont, le livre blanc qui devait donner naissance à la loi 101. Comment se sent-on si proche du pouvoir ?

Les intellectuels ont un problème avec le pouvoir. Ils y sont attirés dans l'espoir de contribuer à changer les choses pour le mieux. Mais ils savent que la realpolitik entraîne des compromis et finalement des compromissions. Je l'ai découvert avec Fernand Dumont et nous avons compris que notre séjour ne pouvait se prolonger trop longtemps.



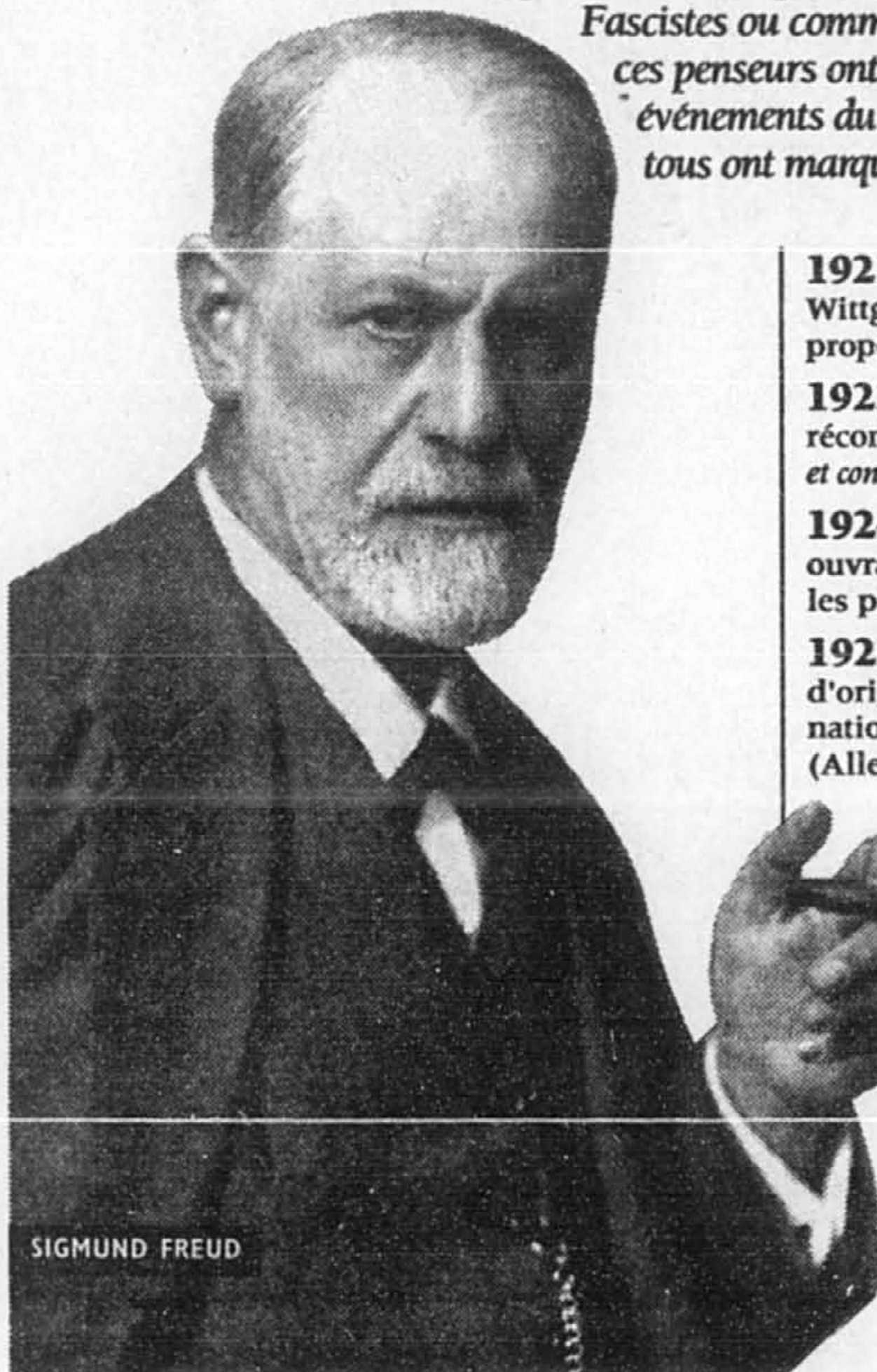
# Plus LES SAGAS DU XX<sup>E</sup> SIÈCLE

## LES INTELLECTUELS

# 1900-2000

# Ils ont pensé notre siècle

Ils ont créé une idéologie, une école de pensée, ou une nouvelle science humaine, et par leurs écrits provoqué des débats intellectuels planétaires. Fascistes ou communistes, existentialistes ou ultra libéraux, ces penseurs ont souvent eu une influence décisive sur les événements du siècle. Certains sont déjà oubliés mais tous ont marqué leur époque... en positif ou en négatif.



SIGMUND FREUD

### 1900-1914 Nouveau siècle, nouvelles sciences

**1896.** Choqué par l'affaire Dreyfus, Theodor Herzl (Autriche-Hongrie) écrit *L'État juif*, ouvrage fondateur du sionisme.

**1897.** Friedrich Ratzel (Allemagne) élabore dans *Géographie politique* les concepts de base de la géopolitique moderne.

**1898.** Les premières *Leçons de sociologie* d'Émile Durkheim (France) consacrent une nouvelle science humaine.

**1900.** Sigmund Freud (Autriche-Hongrie) invente la psychanalyse dans *L'interprétation des rêves*.



MAX WEBER

**1900.** Dans *L'Éthique protestante et l'Esprit du capitalisme*, Max Weber (Allemagne) montre l'impact de la nouvelle religion sur les débuts du capitalisme.

**1902.** *Que faire?* de Lénine (Russie) théorise le rôle du Parti marxiste comme élément moteur du combat révolutionnaire.

**1909.** *Le Chemin du pouvoir* de Karl Kautsky (Allemagne) trace une voie réformatrice au sein de la tradition socialiste révolutionnaire.



EDMUND HUSSERL

**1912.** Avec *Théorie et histoire de l'historiographie*, Benedetto Croce (Italie) voit dans l'affirmation de la liberté et de l'activité créatrice le moteur de l'histoire.

**1912.** Dans sa *Théorie de l'évolution économique*, Joseph Schumpeter (Autriche-Hongrie) propose une analyse des fluctuations économiques.

**1913.** *Les Idées directrices pour une phénoménologie pure* d'Edmund Husserl (Allemagne) fondent une nouvelle approche philosophique.

### 1918-1939 Fascisme contre communisme

**1916.** Considéré plus tard comme le philosophe du fascisme, Giovanni Gentile (Italie) s'inspire de Hegel dans sa *Théorie générale de l'Esprit comme acte pur*.

**1920.** *Le Déclin de l'Occident* d'Oswald Spengler (Allemagne) développe une conception cyclique de l'histoire. Il influencera l'historien britannique Arnold Toynbee.



LUDWIG WITTGENSTEIN

**1921.** *Le Tractatus logico-philosophicus* de Ludwig Wittgenstein (Britannique d'origine autrichienne) propose une nouvelle théorie du langage.

**1923.** Georg Lukacs (Hongrie) tente de réconcilier humanisme et marxisme dans *Histoire et conscience de classe*.

**1924.** John Watson (États-Unis) rédige *Behavior*, ouvrage qui marquera les sciences sociales dans les pays anglo-saxons.

**1925.** *Mein Kampf* d'Adolf Hitler (Allemand d'origine autrichienne) devient le bréviaire du national-socialisme. Plus tard, Alfred Rosenberg (Allemagne) théorise le nazisme dans *Le Mythe du XX<sup>e</sup> siècle*.

**1926.** Dans son *Analyse des classes de la société chinoise*, Mao Tsé-toung (Chine) développe une vision rurale du marxisme.

**1927.** Martin Heidegger (Allemagne) écrit *L'Être et le Temps*, ouvrage philosophique le plus remarqué de l'entre-deux-guerres. Il devient membre du Parti nazi en 1933.



JOHN MAYNARD KEYNES

**1928.** A 26 ans, Margaret Mead (États-Unis) devient, avec son livre *Coming of Age in Samoa*, une des figures majeures de l'anthropologie.

**1929.** Marc Bloch (France) fonde avec Lucien Febvre l'École des Annales, école historique qui privilégie l'étude des structures socio-économiques. Fernand Braudel et Immanuel Wallerstein seront leurs disciples.

**1929.** Dans *La Révolte des masses*, José Ortega y Gasset (Espagne) donne une vision pessimiste d'une société vouée au chaos.

**1935.** Tekin Alp (Turquie) écrit *Le Kémalisme*, théorisation de la pensée de Mustapha Kemal sur la laïcisation de l'islam.

**1936.** Exilé, Léon Trotski (URSS) écrit *La Révolution trahie*, analyse critique du stalinisme.

**1936.** Dans sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, John Maynard Keynes (Royaume-Uni) explique le sous-emploi par l'insuffisance de la consommation.

### 1945-1960 Penser après Auschwitz et après le Goulag

**1944.** Avec *La Route de la servitude*, Friedrich von Hayek (Autriche) dénonce le caractère «totalitaire» de toute planification publique.

**1944.** Avec *Théorie des jeux et du comportement économique*, John Von Neumann (Américain d'origine hongroise) invente la théorie des jeux.

**1945.** Dans *La Société ouverte et ses ennemis*, Karl Popper (Britannique d'origine autrichienne) démontre le danger de penser l'histoire selon des lois préétablies.

**1946.** *L'existentialisme est un humanisme* devient le manifeste d'un nouveau mouvement philosophique créé par Jean-Paul Sartre (France).



HANNAH ARENDT

**1947.** Publication posthume des *Lettres de prison* d'Antonio Gramsci (Italie). Elles tentent d'adapter le marxisme aux sociétés développées.

**1948.** Simone de Beauvoir (France) jette les bases du féminisme moderne dans *Le Deuxième Sexe*.

**1951.** *Les Origines du totalitarisme* de la philosophe Hannah Arendt (Américaine d'origine allemande) analysent la convergence du nazisme et du stalinisme.

**1951.** Theodor Adorno (Allemagne) s'interroge dans *Minima Moralia* sur la possibilité d'une pensée philosophique après les horreurs nazies. Il fonde une nouvelle École de Francfort.

**1955.** Claude Lévi-Strauss (France) achève *Tristes Tropiques*, un des ouvrages fondateurs du structuralisme.

**1956.** *Les Études sur la théorie quantitative de la monnaie* de Milton Friedman (États-Unis) marquent la naissance du monétarisme en économie.

**1957.** *Les Structures syntaxiques* de Noam Chomsky (États-Unis) révolutionnent la linguistique. Il deviendra une figure marquante de la gauche américaine.

**1957.** Raymond Aron (France) critique dans *L'Opium des intellectuels* la fascination exercée par le marxisme sur les intellectuels.

**1958.** Avec *L'Idéologie tripartite des Indo-Européens*, Georges Dumézil (France) modifie l'image des sociétés pré-industrielles en Occident.

**1959.** Bertrand Russell (Royaume-Uni) publie *Histoire de mes idées philosophiques* et évoque son combat, aux côtés d'Albert Einstein, contre les armes nucléaires.

### 1961-1980 L'impact de la pensée «68»

**1961.** *Les Damnés de la Terre* de Franz Fanon (Français né à la Martinique) deviennent un classique de la littérature tiers-mondiste révolutionnaire.

**1961.** *Histoire de la folie à l'âge classique*, premier ouvrage de Michel Foucault (France), démonte les mécanismes du «pouvoir».

**1961.** John Kenneth Galbraith (Canada) théorise dans *L'Ère de l'opulence* la croyance dans une croissance soutenue et maîtrisée.

**1962.** Marshall McLuhan (Canada) s'intéresse dans *La Galaxie Gutenberg* aux mutations engendrées par l'essor des mass media.

**1962.** *Une journée d'Ivan Denisovitch* d'Alexandre Soljenitsyne (URSS) ruine les dernières illusions des intellectuels de gauche sur l'existence du Goulag.

**1963.** *La Femme mystifiée* de Betty Friedan (États-Unis) inspire le féminisme américain et bientôt le Women's Lib.

**1964.** *L'Homme unidimensionnel* d'Herbert Marcuse (Américain d'origine allemande) critique la société de consommation. Il inspirera les révoltes étudiantes des années 60, avec Wilhelm Reich.

**1964.** Dans *Liberté* comme dans ses poèmes, Léopold Sédar Senghor (Sénégal) invente la «négritude», contribution de l'Afrique à l'histoire de l'humanité.

**1967.** Dans *La Société du spectacle*, Guy Debord (France) épingle la société contemporaine et Jacques Derrida (France) devient le théoricien de la déconstruction avec *L'Écriture et la Différence*.

**1968.** Jürgen Habermas (Allemagne) fait une critique radicale du positivisme moderne dans *La Technique et la Science comme idéologie*.

**1969.** *L'Agression, une histoire naturelle du mal* de Konrad Lorenz (Autriche) fonde l'éthologie, science nouvelle consacrée aux comportements des espèces animales.

**1971.** Gustavo Gutierrez (Pérou), prêtre et auteur de *La Théologie de la libération*, inspire les luttes politico-religieuses en Amérique latine.

**1971.** Fernando Henrique Cardoso (Brésil) écrit *Politique et sous-développement dans les sociétés dépendantes*, ouvrage fondateur de la théorie de la «dépendance».



BERTRAND RUSSELL

**1971.** Jacques Monod (France) est l'un des premiers à étudier les rapports entre biologie et sciences humaines dans *Le Hasard et la Nécessité*.

**1971.** Dans *Théorie de la justice*, John Rawls (États-Unis) cherche à concilier accroissement des richesses, respect des libertés et défense des plus défavorisés.

**1978.** Pierre Bourdieu (France) poursuit avec *La Distinction* ses travaux sur les liens entre domination et reproduction sociale.

**1979.** *La Nouvelle Alliance* du chimiste Ilya Prigogine (Belge d'origine russe) introduit en philosophie les notions d'instabilité et de chaos.

### 1981-2000 Les défis de la mondialisation

**1989.** Dans un article controversé, *La Fin de l'histoire*, Francis Fukuyama (États-Unis) voit dans la chute du mur de Berlin la victoire du système démocratique.



UMBERTO ECO

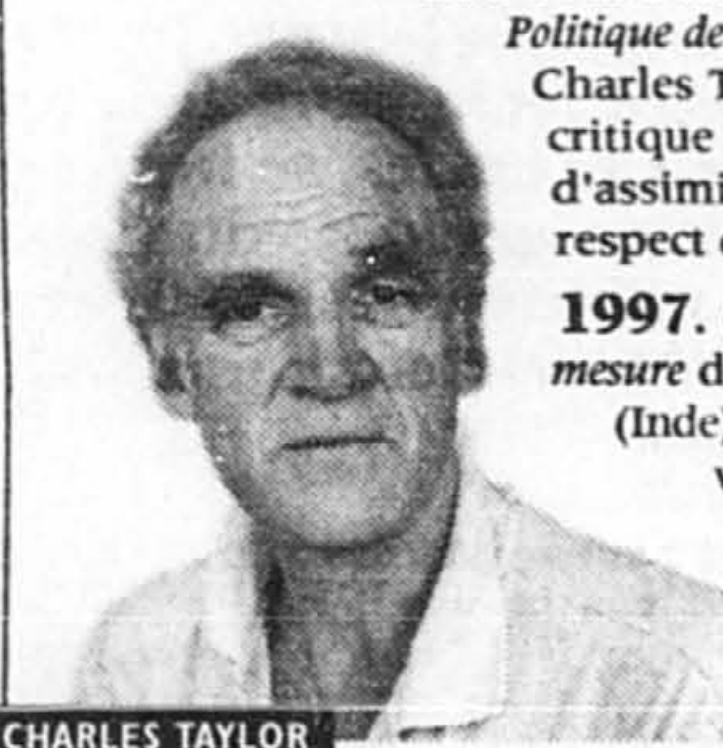
**1992.** Edward O. Wilson (États-Unis), père de la sociobiologie, élabore une «pensée écologique» dans *La Diversité de la vie*.

**1993.** Samuel Huntington (États-Unis) dérange la communauté intellectuelle avec son livre *Le Choc des civilisations*. Il y annonce le retour des «guerres de religion».

**1993.** Dans *Les Limites de l'interprétation* et de nombreux articles, Umberto Eco (Italie) se définit comme «mass médiologue».

**1994.** *Le Multiculturalisme et la Politique de reconnaissance* de Charles Taylor (Canada) critique la notion d'assimilation et prône le respect des différences.

**1997.** *Choix, bien-être et mesure* d'Amartya Sen (Inde) offre une autre vision de l'économie mondiale fondée sur un «indice synthétique du développement humain».



CHARLES TAYLOR

Sources : *Le Livre noir du communisme*, collectif, Bouquins Robert Laffont; *La Russie en révolution*, Nicolas Werth, Gallimard; *Le Communisme des origines à la chute*, Presses de la cité; *Histoire des démocraties populaires*, François Fejo, Le Seuil; *Dictionnaire des œuvres politiques*, F. Chazotte, O. Duhamel et E. Pauer, P.U.F.; Jean Ellenstein, *Histoire du communisme 1917-1945*, Éditions Janink

© La Presse, équipe des projets spéciaux / World media.

### LA SEMAINE PROCHAINE LE 4<sup>E</sup> POUVOIR



JEAN-PAUL SARTRE

Plus



# À l'ombre de la mosquée

## SUR LA ROUTE DE L'AN 2000



- 1-CASABLANCA
- 2-CRACOVIE
- 3-MOSCOU
- 4-JERUSALEM
- 5-NEW DELHI
- 6-SHANGHAI
- 7-TOKYO
- 8-LOS ANGELES

MARC THIBODEAU  
envoyé spécial, CASABLANCA

Une des premières pages du guide touristique résumant les attraits de Casablanca montre une magnifique prise de vue de la mosquée Hassan II, érigée à grands frais sur une période de dix ans, par le défunt roi du même nom. Pour croquer la scène, le photographe s'est posté près de la mer, qui vient ajouter à la beauté et au raffinement de l'immense édifice de marbre. En se mettant sensiblement au même endroit que le photographe et en reculant ensuite d'une vingtaine de mètres, la scène prend une tout autre allure. À l'ombre de la mosquée, qui regorge de richesses, se trouve en effet un bidonville où quelques dizaines de familles ont érigé leur résidence avec des moyens de fortune. Certaines sont là depuis plus de 30 ans.

Le coin n'est pas des plus recommandables. Partout s'amoncellent des déchets et une puanteur insupportable envahit l'espace en dépit de la proximité de la mer. Il s'agit néanmoins depuis trois ans du lieu de résidence d'Abdelmelek Zorak, un pêcheur de 53 ans. Lors du passage de *La Presse*, il s'affairait à découper en morceaux une carcasse d'agneau trouvée parmi les déchets pour nourrir ses chiens, de pitieuses bêtes qui tentent tant bien que mal de monter la garde.

M. Zorak, qui ne parle que l'arabe, lance d'entrée de jeu qu'il « en a marre » de l'endroit. La réaction n'a rien d'étonnant puisque sa situation matérielle est des plus difficiles. À l'intérieur de la tente qu'il a érigée avec un morceau de toile repêchée dans les immondices trône un vieux lit recouvert de quelques coussins repousants. Une vieille casserole, une table en bois à moitié détraquée et une nuée de mouches complètent le tableau.

La proximité de la mosquée Hassan II le rend amer. « Elle a été érigée pour les étrangers, pas pour les Marocains. Elle doit montrer la puissance et l'importance du pays. Les touristes viennent, ils voient la mosquée et ils pensent que tout va bien. Mais nous, pendant ce temps-là, on n'a rien », tonne M. Zorak, qui ne porte pas l'ancien roi dans son cœur.

À la simple évocation d'Hassan II, il se lance dans une longue tirade qui plonge dans l'embarras l'interprète accompagnant *La Presse*. « Je ne peux pas vous traduire tout ça. C'est très vulgaire », indique-t-elle en s'excusant des propos de notre hôte. Le pêcheur ne fréquente jamais la mosquée. Il évacue d'ailleurs d'une simagrée la question lorsqu'on lui demande s'il est pratiquant. « Je ne suis pas à l'aise d'aller là. Ce n'est pas une place pour les gens comme moi. L'argent aurait dû être investi ailleurs, pour venir en aide à ceux qui ont vraiment besoin », juge-t-il.

Des écarts  
La richesse manifeste de Casablanca, où plusieurs citoyens possèdent d'imposantes résidences perchées à flanc de montagne, ne fait qu'accroître son courroux. « Tous ces gens ont de l'argent, des voitures, ils envoient leurs enfants dans les meilleures écoles tandis que d'autres ne sont même pas capables de se nourrir convenablement », déplore-t-il.  
La ville, qui constitue le poumon économique du pays, frappe par ses écarts. En son centre, qui prend à certains endroits des allures de capitale européenne, les manifestations de richesse abondent. Plusieurs magasins haut de gamme offrent leurs marchandises à une clientèle privilégiée tandis que les laissés-pour-compte tentent tant bien que mal de subvenir à leurs besoins de base en proposant aux passants des bijoux parfaitement inutiles, des arachides ou des cigarettes à l'unité.

À l'instar d'autres grandes villes du pays, Casablanca doit composer avec de multiples bidonvilles comme celui où réside M. Zorak. Au total, près d'un million de Marocains habitent actuellement dans un tel environnement, dont 500 000 dans la mégapole, alors qu'on en comptait environ 200 000 en 1965. Cette situation s'explique notamment par l'afflux de résidents de la campagne, qui migrent vers la ville dans l'espoir de se soustraire au marasme économique.

À titre indicatif, la Banque mondiale estime que 13 % de la population marocaine vit sous le seuil de la pauvreté, qui est fixé à 300 dirhams par mois (environ 45 \$). Le pourcentage de personnes se trouvant dans une situation précaire même si leurs revenus dépassent le seuil fixé est, lui, beaucoup plus important. Sous l'angle de la qualité de vie, le pays est classé 126<sup>e</sup> sur 175 par le Programme des Nations unies pour le développement.

Le gouvernement est fort conscient des difficultés actuelles de logement et multiplie les initiatives, trop timidement au dire des médias marocains véritablement critiques. La semaine dernière, le secrétaire d'État chargé de l'habitat, Mohamed M'Barki, a indiqué que de nouveaux plans d'action étaient en voie d'être élaborés pour assurer l'harmonie « physique et sociale » des villes.

Il faisait ainsi écho au discours du Trône du nouveau roi, Mohammed VI, qui soulignait expressément à cette occasion sa volonté d'améliorer les conditions de logement des personnes les plus démunies. Le souverain a répété qu'il souhaitait venir à bout des bidonvilles.

Le bidonville situé près de la mosquée était déjà ciblé par les autorités avant la mort d'Hassan II. Ces dernières entendent récupérer cet espace pour aménager, à l'attention des visiteurs, une aire de repos regroupant restaurants, commerces et espaces de stationnement.

Pour en arriver là, les familles pauvres qui peuplent le secteur ont été avisées qu'elles pourraient être relogées dans de nouveaux quartiers, l'État devant assumer jusqu'à 75 % de la facture. Ce déménagement est attendu avec espoir par plusieurs résidents. « C'est certain que j'aimerais avoir un nouvel appartement. Les gens souffrent ici », explique Abderrahim Kouhaiz, un pêcheur de 30 ans qui cohabite avec quatre familles dans un espace réduit.

M. Zorak se dit confiant pour sa part que le jeune successeur d'Hassan II lui assurera un déménagement heureux. « Il est proche des pauvres. J'ai confiance en lui », lance-t-il, en reprenant un discours que l'on retrouve sur les lèvres de bien des Marocains.

Dans l'intermédiaire, l'homme continue de ruminer la perte de sa précédente maison, qui s'est effondrée lors d'averses torrentielles, il y a trois ans. C'est cet incident qui l'a poussé vers le bidonville, situé à quelques centaines de mètres de son précédent lieu de résidence, au cœur du quartier populaire qui l'a vu naître.

« Pas question pour échapper à la misère, lance M. Zorak, de déménager avec son unique fils, un « dentiste » qui, selon lui, gagne correctement sa vie. « Je veux le laisser vivre en paix », explique-t-il. Pas question non plus d'emménager avec sa mère, qui occupe un appartement légué par une des sœurs du pêcheur, partie vivre en France.

M. Zorak, qui compte au total dix frères et sœurs, ne cache pas qu'il entretient des relations tendues avec sa famille. Son mariage, qui a duré dix ans avant de se terminer à la fin des années 1970, a d'ailleurs sombré sur ce récif.

« Ma femme est venue habiter dans ma famille, mais elle était perpétuellement prise en étau entre moi et mes parents. Finalement, j'ai divorcé pour qu'elle n'ait plus à vivre ce calvaire », indique M. Zorak, qui n'a jamais pu entretenir de véritables relations avec son père.

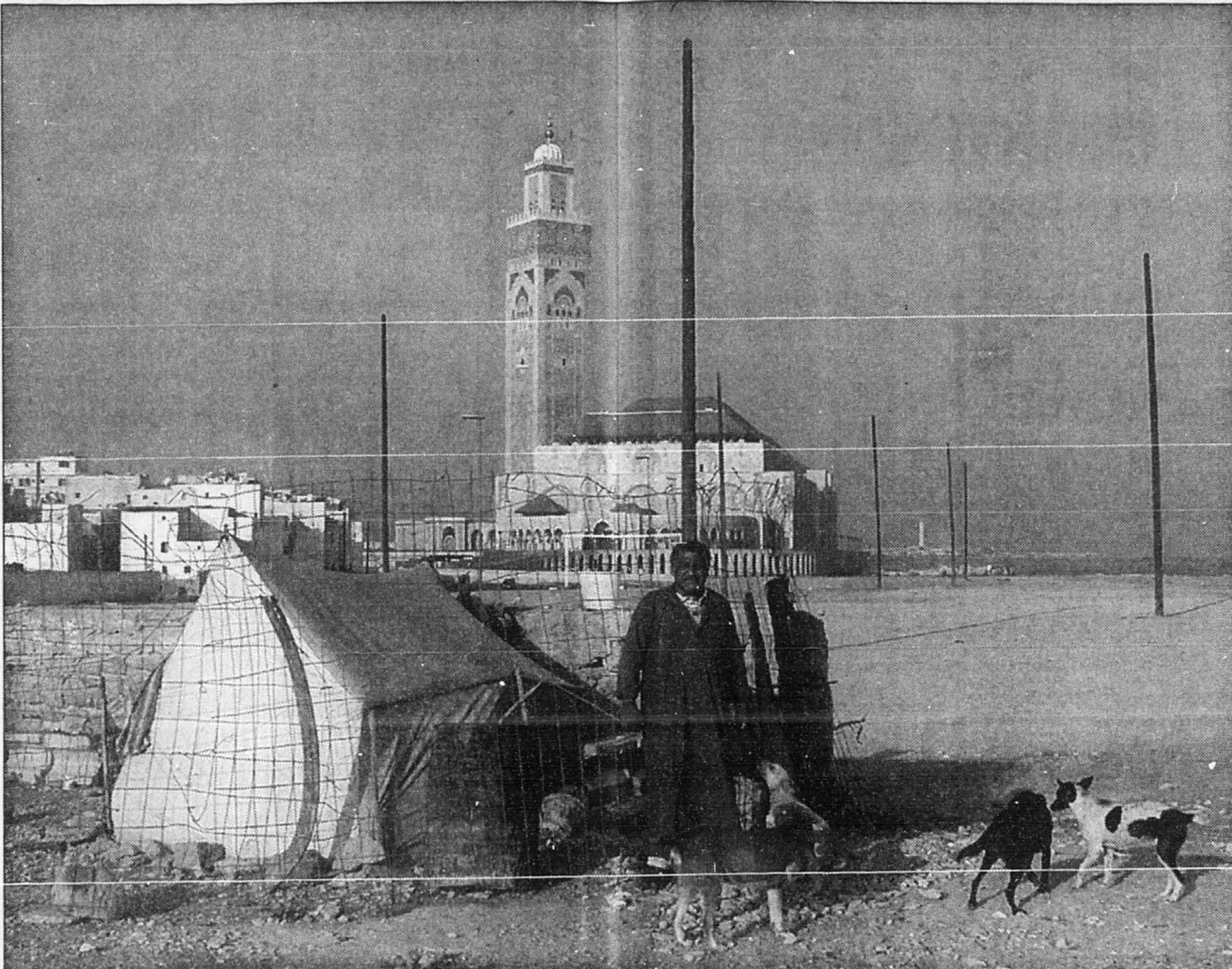
Celui-ci, dit-il, était très conservateur et refusait d'interagir avec les enfants. « Même à la fin de sa vie, à 82 ans, je ne pouvais pas l'aborder. Je lui aurais manqué de respect », explique le pêcheur, qui ne semble plus s'émouvoir outre-mesure de cette situation.

M. Zorak aurait pourtant bien voulu échanger avec son père, qui était membre de la marine française à l'époque où le Maroc n'avait pas encore conquis son indépendance. « Il est allé un peu partout. Moi, j'ai toujours voulu voyager, découvrir d'autres pays, mais ce n'est pas possible. Je n'ai pas d'argent et c'est très difficile d'avoir les papiers », note-t-il.

À défaut de partir, il se contente d'apprécier la mer, à laquelle il se dit très « attaché ». C'est en venant observer les pêcheurs, quand il était enfant, qu'il a appris son art. Aujourd'hui, M. Zorak réussit à s'assurer un modeste revenu en prêtant main-forte à des amis ou en s'attelant lui-même à la tâche avec un équipement sommaire avant de revendre ses prises à des grossistes.

De cette façon, il dit récolter quelques centaines de dirhams par mois, qui lui permettent à peine de subvenir à ses besoins les plus élémentaires. Ce n'est certainement pas ce revenu, souligne M. Zorak, qui lui permettrait d'avoir un logement convenable puisqu'il faut verser, simplement pour une location, une caution représentant plusieurs milliers de dirhams.

Ces difficultés sont loin d'avoir raison du moral du pêcheur, un véritable colosse, qui ponctue le récit de sa vie de grands éclats de rire. Les moments de bonne humeur ne lui font pas oublier pour autant sa situation matérielle. « Ce que je veux, c'est une vie confortable, rien de plus. Ça ne me paraît pas exagéré comme demande », conclut-il.



Abdelmelek Zorak, 53 ans, vit dans une tente à proximité de la mosquée Hassan II. Ce voisinage le rend amer. « Elle a été érigée pour les étrangers, pas pour les Marocains, juge-t-il. Elle doit montrer la puissance et l'importance du pays. Les touristes viennent, ils voient la mosquée et ils pensent que tout va bien. Mais nous, pendant ce temps-là, on n'a rien », tonne M. Zorak.

### CARNET DE VOYAGE

## Dans les cafés de Casa

Le bureau de l'Office national marocain de tourisme de Casablanca affiche en permanence sur son comptoir une feuille sur laquelle figurent les statistiques étonnantes propres à la mosquée Hassan II, comme autant de preuves de l'importance du défunt monarque qui lui a donné son nom. Un minaret de 200 mètres de haut, des milliers d'ouvriers, des tonnes et des tonnes de marbre, près de dix ans de travaux, etc. Il ne manque, parmi tous les chiffres, que le coût. « Je ne peux pas vous le dire », indique la préposée. Un guide qui fait visiter le spectaculaire édifice, dressé au bord de la mer, parle, lui, d'un milliard de dollars.

Le même guide souligne, en montrant l'intérieur de la mosquée, l'absence d'images représentant Allah. Seuls des écrits invoquant son nom sont gravés dans les ornements de bois au plafond. Selon la religion musulmane, explique-t-il, « on ne peut le représenter ». Pendant ce temps, le pape doit intervenir officiellement pour avertir les croyants catholiques que Dieu n'est pas un vieil homme portant la barbe.

Le nouveau roi, Mohammed VI, qui a pris sans heurt le relais de son défunt père, est très populaire parmi les Marocains, qui lui donnent parfois, en privé, des surnoms des plus affectueux. « Ah, vous parlez du petit ! » s'exclame un restaurateur, qui s'empresse de préciser, pour expliquer le sobriquet, que le roi, dans la trentaine, a « encore beaucoup de choses à apprendre ».

Le jeune homme, ajoutent les personnes rencontrées, est plus près des pauvres gens que son père. Les dispositifs de sécurité qui l'en séparent sont néanmoins imposants. À Casablanca, malheur par exemple à celui qui, sans savoir,

s'aventure sur le trottoir longeant les murs, hauts d'une dizaine de mètres, du luxueux palais royal. Des soldats, armés d'imposantes mitrailleuses, l'inviteront rapidement à changer de côté de rue. Une façon sans doute d'éviter les effusions d'affection imprévues.

Les cafés du centre de Casa, comme l'appellent les résidents de la ville, sont remplis à toute heure du jour, plus souvent qu'autrement, par des hommes. Plusieurs sont des chômeurs. L'un d'eux, qui a étudié plusieurs années en Europe avant de tenter en vain de trouver une niche confortable dans la société marocaine, a maille à partir avec les riches. « Rien ne pourrait vraiment changer tant qu'ils n'accepteront pas de payer leur part », lance-t-il, amer.

Casablanca a dans bien des secteurs des airs de métropole européenne. Le soir, à la sortie des bureaux, des milliers de personnes sillonnent les rues du centre en plongeant leurs regards dans les vitrines des magasins chic. Soudain, l'appel à la prière du muezzin retentit, mystérieux, comme un rappel à l'ordre face à la frénésie commerciale.

La tenue des femmes contribue grandement à ces airs européens puisque plusieurs Marocaines de Casablanca choisissent les tenues vestimentaires à la mode sur le Vieux Continent. D'autres s'en tiennent à la djellaba et cachent leur visage derrière un voile. « Ici, on s'habille comme on veut, personne ne nous emmerde », résume Nadia, qui travaille dans le prêt-à-porter.

L'égalité des sexes est loin d'être acquise pour autant, comme en témoigne le fait que cette célibataire, toujours en pension chez ses parents à

l'âge de 30 ans, doit être rentrée tous les soirs avant 21 h. « Je m'y suis habituée. Pour moi, c'est comme ça. Tant que je ne serai pas mariée, mon père et mes frères sont responsables de moi », dit-elle. Pas question dans l'intervalle de prendre un appartement puisqu'une femme qui habite seule est vue, selon elle, comme une « dévergondée ».

Les racines religieuses de la société marocaine, qui alimentent évidemment ces interdits, sont omniprésentes, même dans les salutations. Un Sénégalais aborde un Berbère de 66 ans, responsable d'un café. Les deux hommes, qui sont amis, se lancent, avant d'entamer la conversation, dans une longue salutation qu'ils récitent en ne se quittant pas des yeux, sourire aux lèvres. Après une minute de ce surprenant manège, le visiteur demande un renseignement anodin et reprend aussitôt son chemin. « C'est notre façon à nous de rendre gloire au Prophète », résume le vieil homme.

Le guide de la mosquée, pour en revenir finalement à lui, assure à un groupe de touristes souriants que tout va merveilleusement bien au Maroc. Aucun autre pays d'Afrique, claironne-t-il comme une réclame publicitaire, ne s'y compare. Pendant ce temps, Libération, un quotidien local à ne pas confondre avec le journal parisien, souligne qu'une foule de jeunes se précipitent pour obtenir les formulaires qu'il espèrent-ils, leur permettant de gagner à la loterie une « green card » américaine. D'autres tentent de s'introduire illégalement sur les bateaux qui partent pour l'Europe. « Ils veulent tous partir », conclut le journaliste. Qui dit vrai, le guide ou le scribe ?

M.T.

### FORUM

## «Moi, je n'ai jamais manifesté...»

Les élèves du collège Notre-Dame-du-Bon-Secours ont fourni à *La Presse*, après avoir lu en premier l'entrevue de M. Zorak, une série de questions qui lui ont été soumises directement par notre journaliste. Voici ses réponses.

**Est-ce que vous croyez que les touristes devraient aussi voir les bidonvilles et la misère dans laquelle vous vivez ou devrait-on continuer à montrer une image prospère du Maroc ?**

Je crois que les touristes devraient voir les bidonvilles pour pouvoir se faire une vraie idée du Maroc. Bien sûr, ils ont le droit de voir les beaux immeubles, les beaux endroits mais ils doivent aussi observer les choses moins belles pour pouvoir faire des comparaisons.

**Est-ce que l'idée d'être «déporté» de votre bidonville, au détriment des commerces et restaurants, vous choque ou avez-vous espoir de vous sortir de cette misère ?**  
Si le gouvernement me donne un appartement comme promis, je m'en ficherais de partir, je leur

laisserai la place. S'ils ne m'aident pas, ils devront me passer sur le corps.

**Pensez-vous que la situation économique pourrait amener le déclin de la monarchie constitutionnelle ?**  
La monarchie se poursuit de père en fils. Je ne crois pas que ça va changer, quoi qu'il adienne sur le plan économique. Les gens ne peuvent rien faire.

**Croyez-vous que si l'on reverse le système monarchique au Maroc, la situation démographique ou économique changera ?**  
Si ce n'était pas une monarchie, les choses iraient peut-être mieux puisque nous (les Marocains) pourrions remplacer les dirigeants lorsque nous ne sommes pas satisfaits. Mais, je le répète, je ne crois pas que le roi risque de partir.

**Pourquoi le peuple marocain ne s'est-il jamais révolté contre le roi Hassan II après tout ce qu'il a fait subir à son peuple ?**  
Il y a eu des révoltes par le passé, mais elles ont été réprimées avec force. Moi, je n'ai jamais manifesté. Je n'aime pas me mêler directement de politique.

# Le roi de tous les espoirs



MARC THIBODEAU

**L'arrivée d'un nouveau roi à la tête du Maroc soulève bien des espoirs dans la population de ce pays d'Afrique du Nord.**

« Les libéraux y voient quel- qu'un qui va moderniser les institutions, les femmes s'attendent à un geste visant à modifier leur statut au sein de la société, les islamistes y voient quel- qu'un qui met l'accent dans ses discours sur les ressources religieuses. Bref, le roi mobilise des espoirs divers. Chacun tente de se l'approprier », indique Mohamed Tozy.

Le nouveau monarque, qui a succédé à Hassan II, devra d'une manière ou d'une autre accorder une attention toute particulière à la situation économique de ses sujets.

« Le principal problème du Maroc en est un de répartition des ressources. La pauvreté cohabite avec des manifestations de richesse assez choquantes. Des tentatives ont été faites pour promouvoir des politiques publiques de lutte contre la pauvreté. C'est même devenu un véritable leitmotiv mais je crois, malheureusement, que ce n'est que ça pour l'instant », estime M. Tozy.

Les campagnes et les zones péri-urbaines sont particulièrement touchées, indique le professeur, qui ne croit pas que les insatisfactions suscitées par les disparités observées, particulièrement chez les jeunes, constituent une menace pour la monarchie marocaine.

**Dimension religieuse**  
Même si le régime fait désormais figure d'exception en Afrique, le roi Hassan II et son successeur, Mohammed VI, qui hérite d'une richesse considérable, continuent de bénéficier du respect de la population, dit M. Tozy.

Cette situation, qui peut sembler surprenante compte tenu des tensions créées par les disparités économiques dans cette société musulmane, s'explique notamment par le caractère religieux de la monarchie.

« La dimension religieuse est très importante. Il y a un facteur de filiation directe avec le Prophète qui entre en ligne de compte. La monarchie a instrumentalisé ce facteur, qui joue très fortement auprès de la population », note-t-il.

Autre facteur à considérer: le Maroc est un véritable « patchwork » au niveau ethnique et culturel. La monarchie, dans ce contexte, apparaît comme l'un des symboles de la cohésion de la nation, explique M. Tozy.

### Réformes

La succession monarchique, qui s'est faite sans heurt, témoigne de la solidité de cette institution. Elle n'est traversée pas moins de substantielles transformations, qui pourraient mener à une réelle redistribution du pouvoir politique.

« Il est possible que tout ce qui était en quelque sorte virtuel au niveau des réformes politiques se concrétise », note M. Tozy. Jusqu'à maintenant, dit-il, la monarchie a procédé à des réformes de façade, en permettant notamment à un opposant de gauche de longue date, Abderrahmane Youssoufi, de devenir premier ministre sans pour autant céder de « réel » pouvoir.

« La gauche, en acceptant d'intégrer le gouvernement, n'était pas dupe quant à la nature de la proposition qui lui était faite. Ses représentants ont néanmoins gagné leur pari puisque l'important, pour eux, était de se trouver en bonne position au moment de la succession », dit M. Tozy.

Les islamistes, qui constituent une composante non négligeable de la société marocaine, ne risquent pas de bouleverser la donne politique par un coup de force, estime-t-il.

Les déchirements sanglants survenus chez le voisin algérien sont présents dans toutes les mémoires et dissuadent toutcoque « de jouer avec le feu ». La situation internationale doit aussi être considérée.

« On constate un grand reflux de l'islamisme à l'échelle de la planète même s'il existe encore des foyers très actifs, particulièrement dans la Caucase. Le cycle a été bouclé par l'Iran lui-même, qui se normalise. Je vois mal, dans ce contexte, une révolution islamique voir le jour », note M. Tozy.

Il est néanmoins possible que les formations islamistes marocaines soient submergées par leur base, prévient-il. « C'est un risque réel même si leurs leaders sont acquis à l'idée d'une transition politique en douceur », indique l'universitaire.

### Les voisins européens

L'Europe a un rôle-clé à jouer pour soutenir cette transition. « Actuellement, il existe un très fort soutien de la France et de l'Espagne au processus d'évolution politique. L'Espagne, en particulier, constitue une sorte de repère de la transformation qui pourrait survenir. On voit d'un très bon oeil à ce titre les liens très forts qui unissent les deux pays », indique M. Tozy, qui constate chez les voisins européens du Maroc une réelle sensibilité à la délicatesse du processus en cours.

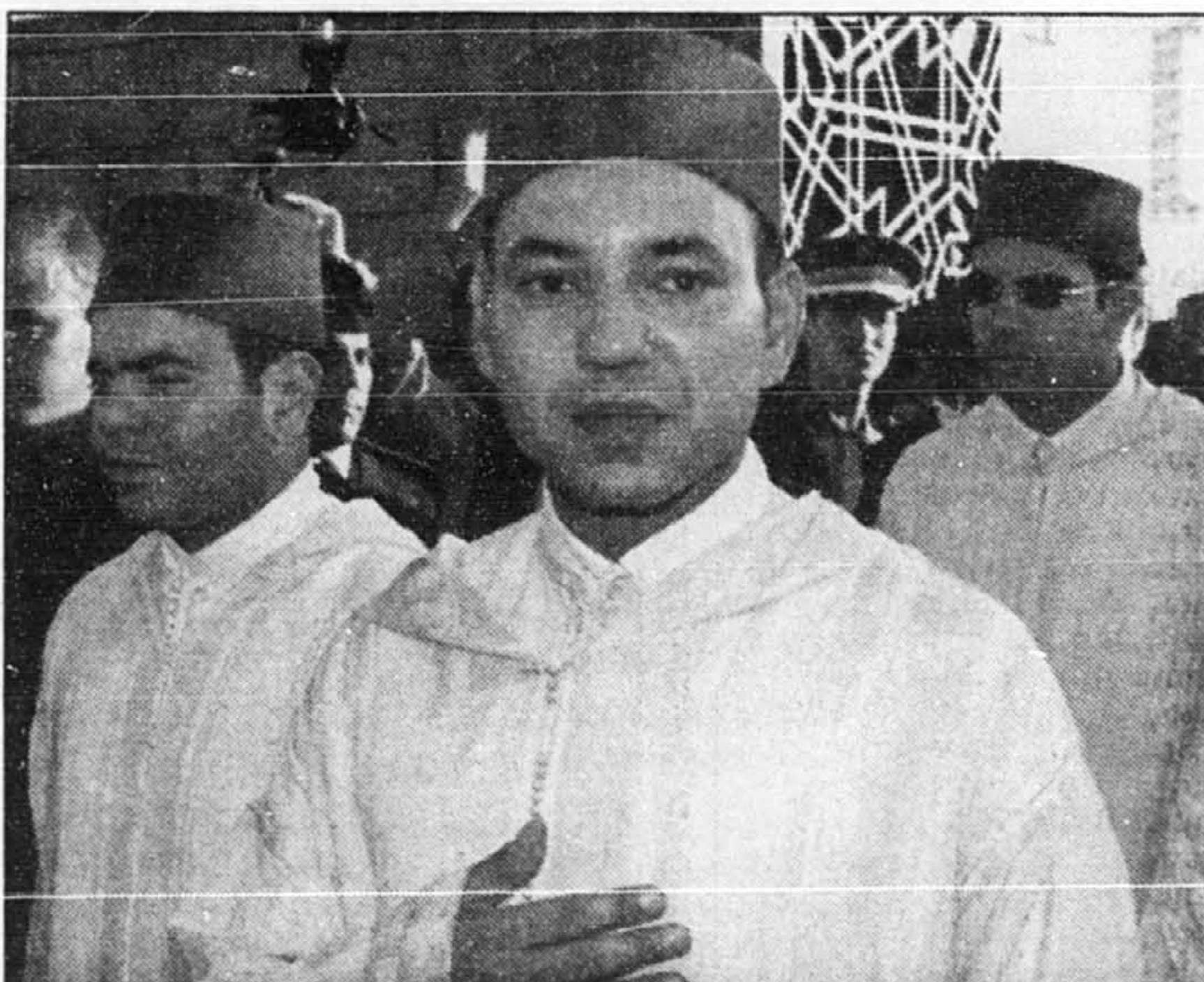
La situation quant au respect des droits de l'homme, qui s'est améliorée au cours des dernières années sous l'impulsion de pressions nationales et internationales, devrait aussi bénéficier de l'arrivée du nouveau roi, pense l'universitaire.

« Avec Mohammed VI, qui n'a pas de passif à ce sujet, les choses devraient s'accélérer », dit M. Tozy, qui se réjouit de la mise sur pied récente d'une commission chargée de déterminer les compensations à verser aux familles des disparus.

La liberté de presse devrait aussi s'accroître, même si des gains considérables ont déjà été enregistrés. « C'est le secteur qui a le plus progressé. Il y a encore eu des épisodes au cours des six derniers mois où des pressions économiques ont été exercées, mais la presse connaît globalement ses plus belles années d'indépendance », juge M. Tozy.

Les universitaires bénéficient aussi d'une grande latitude même si, note-t-il, il est « inutile » de s'attaquer directement à un certain nombre de « tabous », comme la religion et le roi.

« Au niveau analytique, on peut développer beaucoup de choses. J'ai pu en faire moi-même l'expérience récemment puisque j'ai produit un livre, publié en France, qui allait assez loin sur les mécanismes autoritaires au sein du pouvoir marocain. J'avais parié sur la possibilité qu'il puisse entrer ou non dans le pays. L'hésitation a duré trois semaines, mais il a finalement été accepté. »



Mohammed VI a succédé récemment à son père Hassan II. Le nouveau monarque bénéficie du respect de la population marocaine qui place en lui de nombreux espoirs. L'un de ses défis, selon le professeur Tozy, sera de continuer à être un symbole de cohésion pour un peuple qui représente un véritable « patchwork ».

### LE MAROC EN BREF

Population:	28,4 millions
Superficie:	710 850 km <sup>2</sup>
Langue:	L'arabe est la langue officielle. Le français (employé avec l'arabe pour l'administration) et le berbère sont très répandus. L'espagnol est parlé dans tout le nord du pays, dans l'ancienne zone protégée.
Religion:	L'islam est la religion de l'État, pratiquée par la quasi-totalité de la population, mais il existe une liberté de culte. Plus de 98% des Marocains sont de confession sunnite, du rite malékite. Il existe des minorités juives et chrétiennes.
Politique:	Le Maroc est une monarchie constitutionnelle. Le chef de l'État est le roi Mohammed VI. Le Parlement est composé d'une seule Chambre, la Chambre des représentants constituée de 333 membres, les deux tiers sont élus au suffrage universel direct et le tiers restant au suffrage indirect par un collège électoral composé par des membres du conseil municipal, du collège professionnel et de syndicats. Les élections législatives ont lieu tous les 6 ans.
Monnaie:	Dirham (\$=6,68 dirhams)
Principales villes:	Rabat (1 500 000 hab.), Casablanca (3 094 000 hab.), Marrakech (1 608 000 hab.), Fès (1 160 000 hab.), Kenitra (979 000 hab.), El Jaddida (970 000 hab.).



### STATISTIQUES COMPARÉES: MAROC-CANADA

	MAROC	CANADA
Espérance de vie	66 ans	79 ans
Indice de fécondité	3,1 enfants/famille	1,5 enfant/famille
P.I.B. (total)	89 700 millions \$	673,2 milliards \$
P.I.B. (par hab.)	3 310 \$	22 480 \$
Inflation	1,5 %	0,7 %
Chômage	8,9 %	8,6 %
Analphabètes	54,1 %	1,2 %
Médecins	0,4 par 1000 hab.	2,2 par 1000 hab.
Caloires hab./jour	3 077 c.	3 119 c.
Automobiles	35 par 1000 hab.	460 par 1000 hab.
Téléviseurs	115 par 1000 hab.	710 par 1000 hab.
I.D.H.*	582 (126 <sup>e</sup> )	932 (1 <sup>er</sup> )

\* L'indice de développement humain (I.D.H.) compare les pays en fonction de l'espérance de vie, de l'accès aux connaissances et à l'éducation, et du niveau de vie. Un classement de 174 pays est publié chaque année par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Source: Rapport 1999 du PNUD, Organisation des Nations unies.

# Monde

L'EXPRESS  
INTERNATIONAL



SRI LANKA

## Combats meurtriers

■ Au moins 180 personnes ont été tuées au cours des dernières 24 heures dans des combats qui ont opposé, aussi bien sur terre que sur mer, les forces gouvernementales du Sri Lanka et les séparatistes tamouls. Les accrochages ont eu lieu jeudi le long de la ligne de front située au nord et à l'est du pays, d'où les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) cherchent à établir un territoire indépendant. La région est le théâtre d'une guérilla séparatiste menée depuis 27 ans par les LTTE qui a fait plus de 55 000 morts.

d'après AFP

FRANCE

## Le PCF manifeste

■ Le Parti communiste français organise aujourd'hui à Paris une manifestation pour l'emploi politiquement risquée, car elle devra rassembler suffisamment de monde pour ne pas le déconsidérer. Le secrétaire national du PCF, Robert Hue, espère en effet dépasser le chiffre de 25 000 manifestants atteint par le patronat français lors d'un rassemblement le 4 octobre dernier dans la capitale contre la loi pour les 35 heures de travail légal hebdomadaire. Le pari est grand pour les communistes, car si le petit parti du Mouvement des citoyens du ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement et une partie des Verts participent au cortège, Robert Hue est loin d'avoir fait le plein des partis de la coalition de gauche au pouvoir.

d'après AFP

NIGERIA

## Détournement majeur

■ L'ancien dictateur nigérian Sani Abacha est soupçonné d'avoir déposé au moins 2,2 milliards US sur des comptes bancaires que la justice suisse vient de bloquer. Selon le gouvernement nigérian, Abacha a détourné, en cinq ans de fonction, plus d'argent que le dictateur zairais Mobutu en 32 ans de règne. Les montants détournés pourraient se chiffrer à plusieurs dizaines de milliards de dollars, mais on n'a encore de preuves que pour les premiers 2,2 milliards.

d'après AP

RUSSIE

## Argent sale

■ Le Kremlin a volé à la défense hier du genre de Boris Eltsine, Léonid Diatchenko, que la presse russe a cité dans le scandale de la Bank of New York sur le blanchiment d'argent russe. Il s'agit de la première réaction du Kremlin à des accusations voulant que Diatchenko allait être appelé à déposer devant la justice américaine dans le courant du mois. Il posséderait deux comptes à la Bank of New York, enregistrés aux îles Caïmans. Sur ces comptes auraient été déposés environ 2,7 millions \$ US. Le Kremlin a aussi nié que le président et son entourage aient ouvert des comptes à l'étranger concernant l'affaire Mabetex, la firme suisse qui a rénové le Kremlin et qui aurait versé des pots de vin à Boris Eltsine, à ses filles et à de hauts fonctionnaires.

d'après AFP

CHILI

## L'ombre de Pinochet

■ Les partisans du général Pinochet, regroupés au sein de la Fondation Augusto Pinochet, et ses opposants de l'Assemblée générale des droits de l'Homme organisent chacun de leur côté aujourd'hui deux manifestations pour commémorer le premier anniversaire de son arrestation à Londres. Quelques partisans du général, accusé de crimes contre l'humanité par la justice espagnole, pensent que quelque chose peut arriver à la suite du premier geste sérieux fait par le gouvernement du président Eduardo Frei qui, jeudi, demandait à la Grande-Bretagne la libération de l'ancien dictateur pour raisons de santé.

d'après AFP

Autres informations  
Pages A28, A30 et A32

# Ottawa convie les putschistes du Pakistan à la démocratie

d'après AP et AFP  
OTTAWA

L'instauration officielle, hier à l'aube, d'un gouvernement militaire au Pakistan a fait réagir avec vigueur le ministre fédéral des Affaires étrangères Lloyd Axworthy. Le ministre a convoqué les médias tôt hier matin pour annoncer qu'il participera à une réunion d'urgence du groupe d'action ministériel du Commonwealth lundi, à Londres. Il y demandera la prise de sanctions contre le Pakistan tant que la démocratie n'est pas rétablie.

« Il faut avoir une réponse rapide et efficace de la communauté internationale, a affirmé M. Axworthy. Nous prendrons une position claire sur l'importance de la restauration du gouvernement constitutionnel par le Pakistan. »

Le chef de l'armée pakistanaise, Pervez Moucharrarf, avait renversé le gouvernement du premier ministre Nawaz Sharif en début de semaine. Jeudi il a déclaré l'état d'urgence et s'est attribué le pouvoir exécutif.

Parmi les sanctions envisagées par le ministre Axworthy, on note la suspension des visas de travail et celle de toute aide financière, particulièrement de la part des instances internationales comme la Banque mondiale. Le ministre souhaite également bannir les Pakistanais des rencontres sportives internationales.

M. Axworthy a expliqué qu'au Nigeria, il y a quelques années, les sanctions visant à restreindre la mobilité des citoyens du pays avaient été parmi les plus efficaces. Il reste que le Pakistan est déjà sous le coup de nombreuses sanctions de certains pays, dont le Canada.

« Il n'y pas d'exportation de matériel militaire du Canada vers le Pakistan, nous avons cessé d'appuyer les échanges sportifs et culturels, et nous avons cessé toute aide non humanitaire », a indiqué le porte-parole du ministère des Affaires étrangères pour l'Asie Pa-

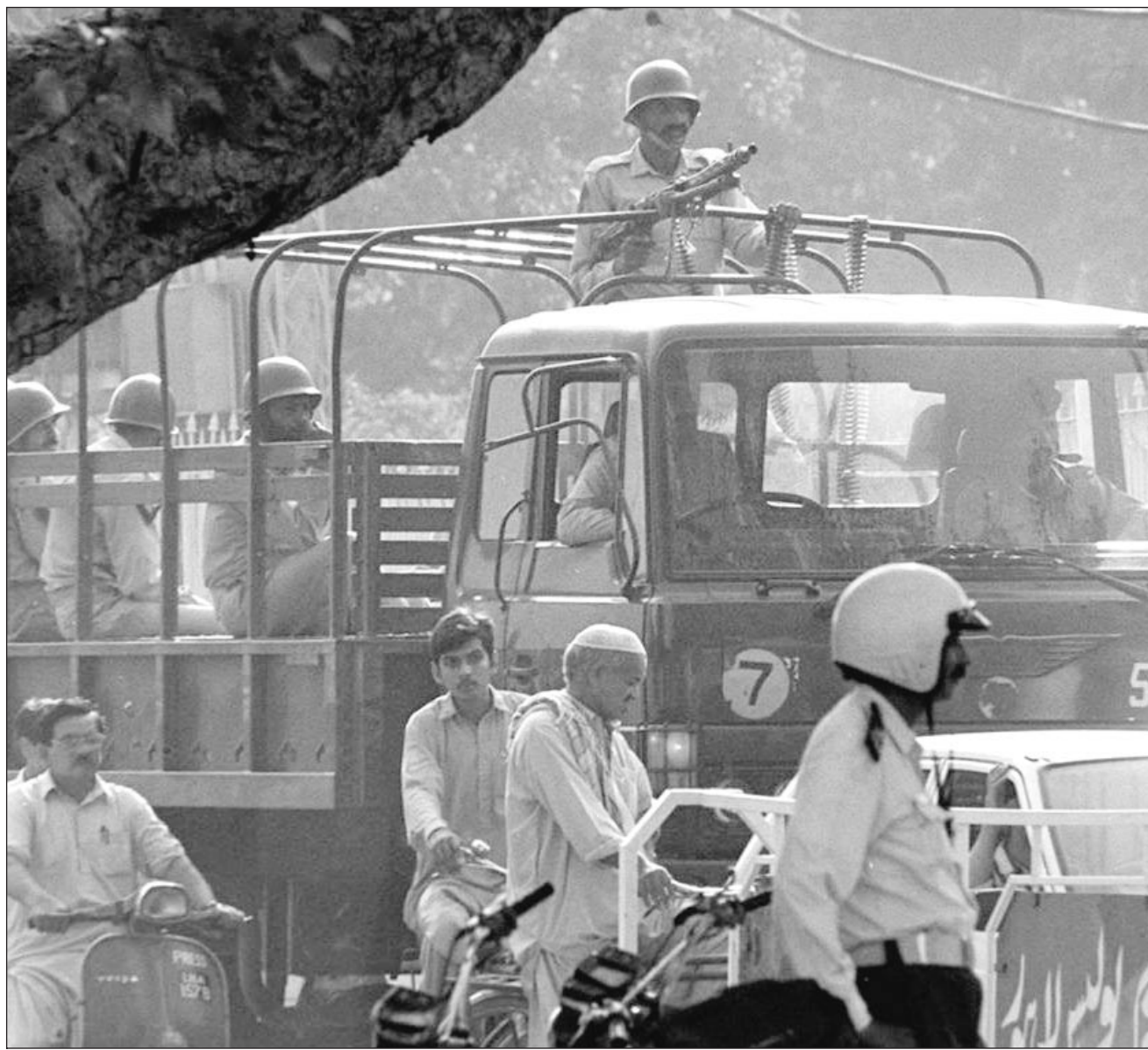


PHOTO AFP

Une ville sous commandement putschiste, ça peut ressembler à ça : Lahore, hier, au Pakistan.

cifique, Sean Rowan. Ces mesures avaient été prises en mai dernier à la suite des essais nucléaires en Inde et au Pakistan.

Pour leur part les États-Unis se contentent de sanctions quasi symboliques. Celles-ci portent sur un montant annuel de 2,5 millions \$, a indiqué hier le département d'État. Ces sanctions s'appliquent en fonction de la législation américaine interdisant l'aide aux pays où un gouvernement démocratiquement élu est renversé par la force. L'Union européenne fera quant à elle savoir aujourd'hui quelles sanctions elle entend adopter.

Le nouvel homme fort du Pakistan a promis de son côté d'instituer rapidement « un système intérimaire efficace et impartial ». Après

avoir décrété l'état d'urgence, suspendu la Constitution et procédé à la dissolution du parlement du pays, cette promesse de l'ancien chef d'état-major des armées semblait être un premier pas vers le rétablissement d'un régime civil et démocratique.

Lors d'une rencontre avec ses principaux commandants hier, le général a déclaré que la priorité de son « système intérimaire » serait « la reprise économique, assurer l'intégration nationale et une bonne gouvernance », selon un communiqué de l'armée. Le général Musharrarf devrait donner plus de détails sur son projet lors d'un discours à la nation aujourd'hui.

Depuis qu'elle a renversé mardi le gouvernement du premier minis-

tre Nawaz Sharif sans effusion de sang, l'armée pakistanaise doit faire face à d'importantes pressions internationales pour qu'elle rende le pouvoir aux civils.

Le président américain Bill Clinton s'est par exemple entretenu par téléphone avec le premier ministre indien Atal Bihari Vajpayee sur la situation au Pakistan. Le ministère indien des Affaires étrangères a fait savoir que l'Inde n'avait pas l'intention d'engager les discussions bilatérales destinées à améliorer les relations avec le Pakistan tant que la situation à Islamabad n'aura pas été éclaircie.

« La direction dans laquelle la situation évolue nous préoccupe », a déclaré le porte-parole du ministre Raminder Singh Jassal.

# Coup d'accélérateur entre Israël et la Palestine

d'après AFP et AP  
JÉRUSALEM

Après la libération par Israël hier de 151 prisonniers, qui devrait être suivie par l'ouverture demain d'un passage pour les Palestiniens entre Gaza et la Cisjordanie, le terrain semble déblayé pour le vrai début des négociations sur le statut final des territoires occupés.

Cette accélération du processus de paix israélo-palestinien pourrait se traduire prochainement par une nouvelle rencontre entre le président palestinien Yasser Arafat et le premier ministre israélien Ehud Barak.

Le leader palestinien, qui se trouvait à Tokyo, s'est félicité de la

libération des prisonniers, mais a aussi réitéré ses attaques contre la politique de M. Barak en matière de colonisation, qu'il a qualifiée de « principal problème sur lequel nous devrions nous concentrer maintenant ».

M. Barak a annoncé mercredi l'évacuation, dès la semaine prochaine, de dix des 42 points de peuplement sauvages créés par des colons juifs en Cisjordanie depuis environ un an. Mais cette décision n'a pas satisfait les Palestiniens, pour lesquels elle revient à légitimer toutes les autres colonies et la politique du fait accompli.

Dans l'immédiat, la porte-parole de M. Barak a confirmé que l'ouverture de la « route » entre Gaza et

le sud de la Cisjordanie aurait normalement lieu demain. Tout comme la remise en liberté des 151 détenus, qui aurait dû se produire le 8 octobre, la mise en place de ce passage aura donc également lieu avec retard, puisque la date prévue était le 1<sup>er</sup> octobre. Mais les délais, reports et crises font partie du rituel des négociations israélo-palestiniennes.

L'essentiel est que ces deux volets du mémorandum de Charm el-Cheikh aient été appliqués, car il s'agit là de deux mesures essentielles pour les Palestiniens.

La libération des prisonniers palestiniens a donné lieu à une incroyable liesse. Des centaines de Palestiniens, pleurant de joie ou tirant en l'air, ont accueilli les con-

vois de bus dans cinq endroits différents en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. Des prisonniers se penchaient par les fenêtres, faisant des signes de victoire, les mains toujours liées par des menottes de plastique.

Pour les Palestiniens, la question des prisonniers demeurant dans les geôles israéliennes est l'une des plus sensibles. Presque toutes les familles comptent au moins un membre incarcéré dans une prison israélienne.

Les Palestiniens considèrent les prisonniers comme des héros de la guerre d'indépendance tandis que la majorité des Israéliens s'oppose fortement à la libération de ceux qui ont tué des Israéliens lors d'attaques.

REPÈRES / Nobel de la paix

# Médecins sans Frontières... juridiques

Agence France-Presse  
PARIS

L'organisation Médecins sans Frontières (MSF) a reçu hier le prix Nobel de la paix pour son aide aux victimes délaissées des crises dans le monde.

Et ce n'est pas son unique apport, puisque le groupe a aussi très fortement contribué à lancer le débat sur le droit d'ingérence dans les pays où les droits de l'Homme ne sont pas respectés.

Lorsqu'une poignée de médecins français déterminés, se révoltant contre les pratiques internationales alors en vigueur, ont refusé de laisser les Biafrais se faire exterminer dans l'indifférence générale à la fin des années 60 au Nigeria, ils ont considéré que la souveraineté des États ne pouvait plus être opposée au soulagement de la souffrance.

Ce refus de laisser les frontières faire barrage à l'aide humanitaire

comme aux droits de l'Homme a bouleversé le droit international. C'est dans la droite ligne de ces principes que des tribunaux spéciaux ont été créés pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie, que la création d'une Cour pénale internationale a été décidée, l'an dernier à Rome, et finalement qu'un ancien chef d'État chilien Augusto Pinochet a été arrêté à l'étranger afin qu'il rende compte, devant une juridiction étrangère, de sa pratique des Droits de l'Homme alors qu'il était au pouvoir dans son pays.

Ces médecins qui, il y a trente ans, ont fait fi du droit international sur la souveraineté des États « se sont mêlés de ce qui ne les regardait pas », a rappelé hier l'un des fondateurs de MSF, Bernard Kouchner, aujourd'hui administrateur de l'ONU au Kosovo, qui a impulsé le droit d'ingérence humanitaire.

Le débat sur « le droit » d'ingérence — contraire au principe de base du droit international sur la

souveraineté des États — a gagné les organisations internationales. C'est d'ailleurs, en ce moment même, un thème majeur de la 54<sup>e</sup> Assemblée générale des Nations unies, à New York.

Dans le discours d'ouverture de cette session, il y a un mois, le Secrétaire général Kofi Annan a affirmé devant les représentants de plus de 180 États, qu'il « existe des droits au-delà des frontières ».

Au terme d'une année marquée notamment par les sanglantes crises du Kosovo, de la Sierra Leone et du Timor oriental, Kofi Annan a reconnu que « la notion stricte et traditionnelle de souveraineté ne répond plus aux aspirations des peuples à jouir des libertés fondamentales ». Ce sont des mots que les pionniers de MSF ont dû apprécier, tellement leur entreprise paraissait vouée à l'échec au départ.

Hier, l'attribution du Prix Nobel de la paix à cette organisation humanitaire a été saluée avec une satisfaction unanime. Le président de

l'organisation, Philippe Biberson, a estimé que le Nobel représentait « non pas une fierté, mais un défi ». « Ma première pensée va à tous les médecins sans frontières qui sont actuellement à travers le monde, à tous les volontaires », a ajouté M. Biberson depuis les locaux de MSF à Paris, où l'annonce a été accueillie par une explosion de joie.

À Tampere, en Finlande, où il participe à un Conseil européen extraordinaire, le président français Jacques Chirac s'est déclaré « très heureux » de ce prix qui récompense des hommes et des femmes « qui incarnent un progrès de la conscience universelle ». « C'est un honneur pour la France », a commenté M. Chirac.

Les chefs d'État et de gouvernement des quinze pays de l'Union européenne ont applaudi à l'annonce du prix, faite par le président en exercice de l'Union européenne, le premier ministre finlandais Paavo Lipponen.

# Politique

## Le PLQ dénonce l'offre faite à GM

VINCENT MARISSAL  
du bureau de La Presse, OTTAWA

Le ministre des Finances du Québec, Bernard Landry, devra se passer de l'appui de l'opposition officielle dans sa tentative de sauver l'usine GM de Boisbriand. À l'instar du gouvernement Chrétien, les libéraux du Québec dénoncent le plan de survie de 360 millions élaboré par Québec.

Après deux jours d'échanges acrimonieux entre Québec et Ottawa sur la façon de s'y prendre pour convaincre le géant américain de l'automobile de garder son usine des Laurentides, les libéraux de Jean Charest entrent à leur tour dans la danse.

Le tandem Ottawa-Québec a déjà pris le champ, voilà que les libéraux du Québec refusent de monter dans le train de Bernard Landry. La bisbille sur la scène politique est donc complète, ce qui n'augure rien de bon pour les délicates négociations à venir avec le géant GM.

« Le ministre Landry est complètement dépassé par les événements, affirme le député d'Argenteuil, David Whissell, seul élu libéral provincial dans cette région péquiste. Il (M. Landry) a encore une fois lancé sa montgolfière de subventions sans avoir un plan d'affaires concret sur la relance de l'usine, sans connaître le sort réservé aux employés et sans même avoir évalué les retombées économiques du projet. »

Selon David Whissell, le gouvernement Bouchard aurait intérêt à travailler de concert avec le gouvernement fédéral qui a plus de poids dans un dossier de cette envergure.

« Le fédéral a des pouvoirs dont le Québec ne dispose pas, insiste M. Whissell. C'est le fédéral qui est responsable de l'accord de libre-échange, c'est aussi lui qui a reconduit le Pacte de l'automobile. Pour le moment, tout ce que cherche Bernard Landry, c'est la confrontation avec John Manley (le ministre fédéral de l'Industrie). »

Le ministre des Finances du Québec, poursuit David Whissell, « se montre très maladroit en offrant des subventions à un géant multinational qui n'a rien demandé à ce jour ». De plus, croit le député d'Argenteuil, il est aussi gauche, voire contre-productif, de faire des pressions auprès de l'entreprise pour qu'elle adopte l'approche « usine modulaire ».

Comme leurs cousins d'Ottawa, les libéraux du Québec estiment que ce ne sont pas les subventions qui sauveront l'usine de Camaro et de Firebird, mais plutôt l'arrivée d'un nouveau modèle.

Et comme John Manley, David Whissell soutient que GM n'a pas besoin de fonds publics pour assurer la conversion de l'usine de Boisbriand. « Les 200 millions de capitalisation dont parle M. Landry, c'est un écran de fumée, c'est une ballonne, critique le député libéral. GM a un aussi gros budget que la province de Québec. Si GM a besoin de 200 millions, elle peut les ramasser en un avant-midi. »

Les libéraux de Jean Charest trouvent particulièrement malvenue l'idée d'injecter des fonds publics dans une entreprise comme GM au moment même où Bernard Landry affirme en commission parlementaire ne pas avoir de marge de manoeuvre pour baisser les impôts.

## Menu législatif varié, mais incomplet

Morts au feuillet, des projets de loi reviennent à la vie à Ottawa

JULES RICHER  
Presse Canadienne, OTTAWA

Après la présentation du discours du Trône, qui donnait cette semaine les grandes lignes des intentions du gouvernement Chrétien, le leader parlementaire libéral Don Boudria a concrétisé, hier, le programme législatif du fédéral.

À son avis, le Parlement a un « programme très chargé » cet automne et on peut s'attendre « à des progrès sur tous les thèmes mentionnés dans le discours du Trône ». Le menu s'annonce, en effet, varié, mais certaines grandes réformes semblent se faire attendre.

Ainsi, M. Boudria n'a pas parlé, pendant sa présentation, du projet

de loi tant attendu sur les nouvelles technologies de reproduction, pas plus qu'il n'a fait mention de mesures destinées à réduire le phénomène des sans-abri.

Par contre, plusieurs projets de loi, morts au feuillet à la fin de session dernière et dont certains avaient suscité la controverse, reviendront sur le parquet de la Chambre des communes.

C'est ainsi qu'on reprendra l'étude de modifications au Code criminel destinées à rendre plus sévères les peines imposées aux personnes conduisant en état d'ébriété. Le Bloc québécois s'y était opposé avec véhémence puisqu'on proposait d'imposer une peine de prison équivalente à celle pour un meurtre

avec préméditation aux conducteurs ivres qui tuent accidentellement une personne.

On a également l'intention d'étudier de nouveau le projet de loi sur l'industrie du transport. Le Bloc avait protesté en soutenant que certaines des mesures envisagées risquaient de tuer le transport par autobus dans les régions du Québec.

La réforme de la loi des jeunes contrevenants reviendra, elle aussi, à la Chambre des communes. On sait que plusieurs organismes québécois ont dénoncé ce projet de loi en raison du resserrement des peines imposées aux jeunes contrevenants, une approche que l'on juge inutilement répressive.

Voici maintenant quelques-unes des nouvelles initiatives législatives, annoncées dans le discours du Trône, qui seront débattues par les députés cet automne :

- réforme des lois sur l'immigration ;
- protection plus étendue pour les espèces en voie de disparition ;
- création d'un Tribunal international des crimes de guerre ;
- mise en place d'un réseau d'instituts de recherche sur la santé ;
- changements à la loi de l'assurance-emploi pour porter les congés parentaux de six mois à un an (la mesure entrera en vigueur au début de 2001).

## La recherche dans les Maritimes

Le ministre fédéral de la Santé, Allan Rock, était en Nouvelle-Écosse hier. De passage à Halifax, il a notamment annoncé une aide de 2,9 millions au Centre de recherche de l'Université Dalhousie



## Emploi-Québec : des alliées échaudées

DENIS LESSARD  
du bureau de La Presse, QUÉBEC

Proches du gouvernement péquiste depuis le sommet économique de l'automne 1996, Françoise David et Nancy Neamtan désapprouvent profondément le virage d'Emploi-Québec vers des mesures à court terme annoncé par Diane Lemieux cette semaine.

« L'orientation qu'on donne à Emploi-Québec c'est la brisure d'un contrat moral, Québec laisse tomber les personnes assistées sociales », tranche la présidente de la Fédération des Femmes du Québec.

« Emploi-Québec, c'est une catastrophe, un échec lamentable », déclare Mme David qui voit « un détournement de sens de ce qui était l'engagement du gouvernement il y a trois ans. Ce gouvernement, le premier ministre en tête, devrait respecter les engagements pris », observe-t-elle. Cette semaine, faisant le point sur son ministère malmené dans les médias, Mme Lemieux révélait qu'il n'y aurait plus que 12 500 nouvelles inscriptions pour la formation d'ici la fin de l'année financière, soit le cinquième du rythme normal depuis deux ans. En revanche, elle soutenait que 84 000 nouveaux chômeurs et assistés sociaux recevraient des mesures d'assistance, essentiellement en augmentant le nombre des mesures légères comme les clubs de recherche d'emploi et les séances de formation pour la préparation d'entrevue et de curriculums, des opérations bien moins coûteuses que la scolarisation.

Présidente du chantier sur l'économie sociale du sommet, et coprésidente de la commission des partenaires pour l'emploi, Nancy Neamtan ne cache pas son inquiétude devant les orientations de Mme Lemieux. Pour l'année financière en cours les fonds ne sont plus là, mais les orientations restent à débattre pour l'avenir, estime Mme Neamtan.

« Cette décision crée une déception énorme auprès des gens. Encore une fois on a fait des analyses à partir d'objectifs budgétaires, mais on ne regarde pas les besoins du marché du travail. La réalité dans le vrai monde c'est que les employeurs sont de plus en plus exigeants. Si on coupe sur la formation cela ne change pas la réalité du marché du travail », lance Mme Neamtan.

Essentiellement, le virage annoncé cette semaine fait que Québec privilégie le retour au travail des chômeurs facilement embauchables, « et on laisse tomber les autres ».

## Le Fonds antipauvreté pourrait se tourner vers les jeunes

DENIS LESSARD  
du bureau de La Presse, QUÉBEC

Le Fonds de lutte contre la pauvreté mis en place il y a trois ans par le gouvernement Bouchard a recueilli une quarantaine de millions de dollars de plus que prévu, et pourrait fonctionner une année supplémentaire sans autre contribution des contribuables et des entreprises.

Selon les informations obtenues par La Presse, l'avenir de cette initiative mise en place dans la foulée du sommet sur l'économie et l'emploi, à l'automne 1996, est l'objet de réflexion au gouvernement. Au cabinet du ministre de la Solidarité, André Boisclair, on se limitait hier à confirmer l'existence du surplus.

À la recherche de coups d'éclat pour le Sommet de la jeunesse en février prochain, les stratèges du premier ministre Bouchard songent à y recycler le Fonds antipauvreté, le réorientant plus précisément vers une clientèle jeune. Or, les responsables du Fonds actuel souhaitent qu'il reste disponible pour une plus large clientèle.

Il y a trois ans, Québec avait obtenu l'aval des entreprises pour la mise en place d'un fonds devant récolter 250 millions en trois ans pour des initiatives de « réinsertion au travail » auprès des démunis qui se seraient mal accommodées des programmes établis. En trois ans,

le fonds a dépensé 240 millions, soit 80 millions en 1997, 100 millions en 1998 et 60 millions en 1999. Or, parce que l'économie a mieux tourné que prévu, le fonds a engrangé plus que les 250 millions prévus, notamment du côté de la contribution des entreprises. Ainsi, il restera environ 50 millions dans les coffres au terme des trois ans, suffisamment, explique-t-on, pour maintenir cette initiative pendant un an sans prolonger la ponction auprès des contribuables et des entreprises.

Car les Québécois voient depuis trois ans une ligne s'ajouter à leur déclaration de revenus pour une cotisation de 0,3%, grosso modo l'équivalent d'une heure de travail. Les patrons eux devaient faire une contribution du même ordre sur la masse salariale. Lucien Bouchard, au moment où les baisses d'impôts sont au centre du débat public, serait réticent à prolonger ce qui était proposé comme une taxe temporaire. Le vérificateur général du Québec avait descendu le Fonds au début de l'année, critiquant l'absence de normes. Mais son responsable, l'ancien mandarin Louis Bernard, avait souligné que l'objectif était précisément de permettre des interventions difficiles dans le cadre des programmes actuels.

L'article 14 de la loi constituant le Fonds prévoit que les surplus «doivent être attribués au finance-

ment de mesures complémentaires conformes aux objets du fonds, que détermine le gouvernement et selon les modalités qu'il établit».

Les membres du comité consultatif du fonds se sont réunis il y a trois semaines et leur rapport est toujours en préparation au conseil exécutif, le ministère du premier ministre. Essentiellement ils souhaitent que le fonds de lutte soit maintenu, et qu'il ne soit pas réservé à une seule clientèle.

En revanche ce comité consultatif accepterait qu'on puisse mettre l'accent sur une clientèle «si on met l'accent sur l'insertion au travail par la formation, il peut bien arriver que dans les faits cela concerne les jeunes», explique-t-on.

Le fonds était mis en place pour trois ans et devait donc se terminer au printemps. Son «extension» est souhaitée par les groupes communautaires et par Québec, mais les employeurs vont se faire tirer l'oreille. Récemment, ils évoquaient une contribution supplémentaire à un régime de congés parentaux pour compenser la disparition du fonds.

Le gouvernement s'inquiète des conséquences d'une fin abrupte de ce programme. Du côté de la ministre du Travail, Diane Lemieux, on veut assurer une continuité avec le dépôt d'une politique d'assistance plus claire, et surtout plus prévisible, pour les organismes communautaires.

## Landry minimise les résultats d'un sondage

63 % des répondants ne veulent pas de l'indépendance pure et dure du Québec

MARIE TISON  
Presse Canadienne

Le vice-premier ministre Bernard Landry a soutenu, hier, qu'un sondage faisant état d'une baisse de popularité de l'option indépendantiste ne reflétait pas la réalité.

« C'est une illusion incroyablement de ne pas voir que la souveraineté gagne toujours du terrain et n'en perd pas », a déclaré M. Landry, après avoir annoncé une subvention de 1,9 million \$ à Phoenix International, une entreprise de Saint-Laurent.

« Nous sommes partis de zéro il

y a 50 ans, et nous avons atteint près de 50 % il y a quelques années, a-t-il affirmé. Le fédéralisme, qui avait un appui de 100 % au moment où j'étais moi-même fédéraliste, n'était plus qu'à 50 % il y a quelques années. »

À en croire un sondage effectué par Ekos Research Associates auprès de 1001 Québécois, du 10 septembre au 14 octobre, l'indépendance du Québec a connu une sérieuse chute de popularité.

Pas moins de 63 % des répondants ont indiqué qu'ils préféreraient demeurer au sein du Canada s'ils avaient le choix entre le statu

quo et l'indépendance pure et dure. Seulement 27 % ont choisi l'indépendance.

Les résultats de ce sondage ont été publiés dans des journaux de la chaîne Southam hier. Un échantillon de cette taille a une marge d'erreur de 3,1 %, 19 fois sur 20.

M. Landry a affirmé que c'était la question même, soit un choix entre le statu quo et l'indépendance complète, qui avait entraîné ce résultat.

« Les Québécois veulent la souveraineté-partenariat, c'est un choix moderne, c'est un choix à l'euro-péenne, a-t-il déclaré. Même moi, je ne suis pas sûr si je répondrais

ou à une question qui porterait sur l'indépendance, parce que ce que je veux, c'est la souveraineté-partenariat. »

Il a affirmé qu'un sondage récent chiffrerait à 47 % l'appui à la souveraineté-partenariat, soit le pourcentage le plus élevé recueilli par cette option dans une période non-référendaire.

Une deuxième question du sondage Ekos Research portait justement sur un choix entre le statu quo et la souveraineté économique assortie d'une offre de partenariat économique avec le reste du Canada.

Or, 62 % des répondants ont refusé la souveraineté-partenariat et ont choisi le statu quo. Seulement 38 % ont opté pour la souveraineté-partenariat.

En outre, 57 % des personnes interrogées ont déclaré que le gouvernement Bouchard allait dans la bonne direction, alors que seulement 37 % ont soutenu que Québec était dans la bonne voie.

Enfin, 30 % seulement des répondants ont indiqué qu'ils voteraient pour le Bloc québécois s'il y avait une élection demain. Cinquante-cinq pour cent ont plutôt choisi les libéraux.



Voici notre adresse Internet pour trouver IMMOBILIER À VENDRE (rubriques 100 à 118) et IMMOBILIER À LOUER (rubriques 131 à 149 et 154 à 160)

www.lapresse.ca/annonces

Pour annoncer: (514) 285-7111

Immobilier

Vous voulez vendre... des marchandises diverses d'une valeur maximale de 1 000 \$



3 LIGNES D'ANNONCE LE DIMANCHE POUR MOINS DE 70 \$ TAXES INCLUSES 12,89 \$ par ligne supplémentaire

Vendez de tout dans la rubrique LES TROUVAILLES DU DIMANCHE (245)

N.B. Les annonces sont payables avant parution par carte de crédit ou à nos bureaux.

les petites annonces

Appels interurbains sans frais 181-361-5013

100 VISITES LIBRES... LOUISE VIGNOLA... PLATEAU 1ère VISITE LIBRE... SUPERBES MAISON AU TRIANGLE JULIEN...

100 VISITES LIBRES... STE-MICHEL, dim. 14 à 16 h... 8911, 23e ave. Prix réduit... 199 000 \$...

100 VISITES LIBRES... STE-SULPICE, dim. 14-16 h... 135 Hsu - 84-00... 303-9940... Re/Max Ambiance

100 VISITES LIBRES... STE-ROSE, coté impérial... 119 000 \$... 141 à 16 h au 35 Ste-Rose... M. Genier 382-0940... Re/Max Ambiance

100 VISITES LIBRES... V.M.R., 1ère visite, Luxueux... 2460 Graham (14-16)... 731-7575... Re/Max Mt-Royal

100 VISITES LIBRES... Vieux-Art, lot de 34 lots... 199 000 \$... 55 St-Paul #503... 146 à 16 h... 540-5215

100 VISITES LIBRES... VILLERAY, copropriété... 7160, Carter, Grand... 1500 \$... 382-0940... Re/Max Ambiance

100 VISITES LIBRES... V.M.R., 1ère visite, Luxueux... 2460 Graham (14-16)... 731-7575... Re/Max Mt-Royal

100 VISITES LIBRES... VILLERAY, copropriété... 7160, Carter, Grand... 1500 \$... 382-0940... Re/Max Ambiance

100 VISITES LIBRES... V.M.R., 1ère visite, Luxueux... 2460 Graham (14-16)... 731-7575... Re/Max Mt-Royal

100 VISITES LIBRES... VILLERAY, copropriété... 7160, Carter, Grand... 1500 \$... 382-0940... Re/Max Ambiance

100 VISITES LIBRES... V.M.R., 1ère visite, Luxueux... 2460 Graham (14-16)... 731-7575... Re/Max Mt-Royal

100 VISITES LIBRES... VILLERAY, copropriété... 7160, Carter, Grand... 1500 \$... 382-0940... Re/Max Ambiance

100 VISITES LIBRES... V.M.R., 1ère visite, Luxueux... 2460 Graham (14-16)... 731-7575... Re/Max Mt-Royal

100 VISITES LIBRES... VILLERAY, copropriété... 7160, Carter, Grand... 1500 \$... 382-0940... Re/Max Ambiance

100 VISITES LIBRES... V.M.R., 1ère visite, Luxueux... 2460 Graham (14-16)... 731-7575... Re/Max Mt-Royal

100 VISITES LIBRES... VILLERAY, copropriété... 7160, Carter, Grand... 1500 \$... 382-0940... Re/Max Ambiance

100 VISITES LIBRES... V.M.R., 1ère visite, Luxueux... 2460 Graham (14-16)... 731-7575... Re/Max Mt-Royal

100 VISITES LIBRES... VILLERAY, copropriété... 7160, Carter, Grand... 1500 \$... 382-0940... Re/Max Ambiance

100 VISITES LIBRES... V.M.R., 1ère visite, Luxueux... 2460 Graham (14-16)... 731-7575... Re/Max Mt-Royal

100 VISITES LIBRES... VILLERAY, copropriété... 7160, Carter, Grand... 1500 \$... 382-0940... Re/Max Ambiance

100 VISITES LIBRES... V.M.R., 1ère visite, Luxueux... 2460 Graham (14-16)... 731-7575... Re/Max Mt-Royal

100 VISITES LIBRES... VILLERAY, copropriété... 7160, Carter, Grand... 1500 \$... 382-0940... Re/Max Ambiance

100 VISITES LIBRES... A 59 500 \$, Ville Emard... 21-56 Jacques Hertel, 0%... 335-1511... Re/Max Ambiance

100 VISITES LIBRES... A AHUNSTIC, triple... 1500 \$... 382-0940... Re/Max Ambiance

100 VISITES LIBRES... A AHUNSTIC, triple... 1500 \$... 382-0940... Re/Max Ambiance

100 VISITES LIBRES... A AHUNSTIC, triple... 1500 \$... 382-0940... Re/Max Ambiance

100 VISITES LIBRES... A AHUNSTIC, triple... 1500 \$... 382-0940... Re/Max Ambiance

100 VISITES LIBRES... A AHUNSTIC, triple... 1500 \$... 382-0940... Re/Max Ambiance

100 VISITES LIBRES... A AHUNSTIC, triple... 1500 \$... 382-0940... Re/Max Ambiance

100 VISITES LIBRES... A AHUNSTIC, triple... 1500 \$... 382-0940... Re/Max Ambiance

100 VISITES LIBRES... A AHUNSTIC, triple... 1500 \$... 382-0940... Re/Max Ambiance

100 VISITES LIBRES... A AHUNSTIC, triple... 1500 \$... 382-0940... Re/Max Ambiance

100 VISITES LIBRES... A AHUNSTIC, triple... 1500 \$... 382-0940... Re/Max Ambiance

100 VISITES LIBRES... A AHUNSTIC, triple... 1500 \$... 382-0940... Re/Max Ambiance

100 VISITES LIBRES... A AHUNSTIC, triple... 1500 \$... 382-0940... Re/Max Ambiance

100 VISITES LIBRES... A AHUNSTIC, triple... 1500 \$... 382-0940... Re/Max Ambiance

100 VISITES LIBRES... A AHUNSTIC, triple... 1500 \$... 382-0940... Re/Max Ambiance

100 VISITES LIBRES... A AHUNSTIC, triple... 1500 \$... 382-0940... Re/Max Ambiance

100 VISITES LIBRES... A AHUNSTIC, triple... 1500 \$... 382-0940... Re/Max Ambiance

100 VISITES LIBRES... A AHUNSTIC, triple... 1500 \$... 382-0940... Re/Max Ambiance

101 ILE DE MONTRÉAL... OUTREMONT Le Sanctuaire PHASE I

6000 Deson, 5e Magnifique condo, 1900 pi car, approx. unité de coin, 3 c.a.c., 2 s/bains, 1 garage, vue sur le boisé. Très, très à vendre. 399 000 \$.

J.R. Aurèle Lacroix 271-4820 - 342-2929 Royal LePage courtier

OUTREMONT Magnifique condo 1000 pi car, 92' de ch. 2 ch., car, terrasse, 125 000 \$.

MICHEL-JACQUES CYR 514-766-1002

OUTREMONT SUPERBE coté 4 ch. sur Wiseman, belle cour privée, rénové. Cuisinier, 1900 \$.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

OUTREMONT Sur un terrain de 4000 pi de surface, duplex avec cachet, entretenu de façon impeccable par un proprio occupant, 3000 \$.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

OUTREMONT P.A.T., burg rénové, 129 000 \$.

129 000 \$, 127 000 \$, 119 000 \$.

P.A.T., burg rénové, 129 000 \$.

129 000 \$, 127 000 \$, 119 000 \$.

P.A.T., burg rénové, 129 000 \$.

129 000 \$, 127 000 \$, 119 000 \$.

P.A.T., burg rénové, 129 000 \$.

129 000 \$, 127 000 \$, 119 000 \$.

P.A.T., burg rénové, 129 000 \$.

129 000 \$, 127 000 \$, 119 000 \$.

P.A.T., burg rénové, 129 000 \$.

129 000 \$, 127 000 \$, 119 000 \$.

P.A.T., burg rénové, 129 000 \$.

129 000 \$, 127 000 \$, 119 000 \$.

101 ILE DE MONTRÉAL... PLATEAU, nouveau Condo 1150 pi car, 2 ch, 2 duplex rénové, car, terrasse, 124 900 \$.

Re/Max 374-9250

PLATEAU, Oasis à découvrir De Maréville / Roy, 2 étages de 1700 pi car, jardin privé de 2000 pi car, garage. Multiple possibilités, 399 000 \$.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

PLATEAU, superbe condo 1150 pi car, 2 ch, 2 duplex rénové, car, terrasse, 124 900 \$.

Re/Max 374-9250

PLATEAU, Superbe condo d'une grande chambre avec grande terrasse sur jardin magnifique et s/sol pratique. Occasion à saisir, 114 000 \$.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

PLATEAU, sur le beau rue St-Denis, condo 2e étage côté ouest, a/c, bien décoré, beaucoup d'insolite, une chambre, belvédère, 114 000 \$.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

PLATEAU, tout nouveau, Un Super Classique, beau condo coté ouest, avec charme à profusion. Belle vue, vue sur le parc, 184 000 \$.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

PLATEAU, triplex semi-dét., 188 000 \$.

188 000 \$, 184 000 \$, 179 000 \$.

PLATEAU, triplex semi-dét., 188 000 \$.

188 000 \$, 184 000 \$, 179 000 \$.

PLATEAU, triplex semi-dét., 188 000 \$.

188 000 \$, 184 000 \$, 179 000 \$.

PLATEAU, triplex semi-dét., 188 000 \$.

188 000 \$, 184 000 \$, 179 000 \$.

PLATEAU, triplex semi-dét., 188 000 \$.

188 000 \$, 184 000 \$, 179 000 \$.

PLATEAU, triplex semi-dét., 188 000 \$.

188 000 \$, 184 000 \$, 179 000 \$.

101 ILE DE MONTRÉAL... PLATEAU DUXEL Prix réduit: 149 900 \$.

149 900 \$, 145 000 \$, 140 000 \$.

PLATEAU DUXEL Prix réduit: 149 900 \$.

149 900 \$, 145 000 \$, 140 000 \$.

PLATEAU DUXEL Prix réduit: 149 900 \$.

149 900 \$, 145 000 \$, 140 000 \$.

PLATEAU DUXEL Prix réduit: 149 900 \$.

149 900 \$, 145 000 \$, 140 000 \$.

PLATEAU DUXEL Prix réduit: 149 900 \$.

149 900 \$, 145 000 \$, 140 000 \$.

PLATEAU DUXEL Prix réduit: 149 900 \$.

149 900 \$, 145 000 \$, 140 000 \$.

PLATEAU DUXEL Prix réduit: 149 900 \$.

149 900 \$, 145 000 \$, 140 000 \$.

PLATEAU DUXEL Prix réduit: 149 900 \$.

149 900 \$, 145 000 \$, 140 000 \$.

PLATEAU DUXEL Prix réduit: 149 900 \$.

149 900 \$, 145 000 \$, 140 000 \$.

PLATEAU DUXEL Prix réduit: 149 900 \$.

149 900 \$, 145 000 \$, 140 000 \$.

PLATEAU DUXEL Prix réduit: 149 900 \$.

149 900 \$, 145 000 \$, 140 000 \$.

PLATEAU DUXEL Prix réduit: 149 900 \$.

149 900 \$, 145 000 \$, 140 000 \$.

101 ILE DE MONTRÉAL... ROYCEMENT - GRAND Duplex rénové, impeccable, foyer, garage, tourbillon, avenue recherchée.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

ROYCEMENT - GRAND Duplex rénové, impeccable, foyer, garage, tourbillon, avenue recherchée.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

ROYCEMENT - GRAND Duplex rénové, impeccable, foyer, garage, tourbillon, avenue recherchée.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

ROYCEMENT - GRAND Duplex rénové, impeccable, foyer, garage, tourbillon, avenue recherchée.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

ROYCEMENT - GRAND Duplex rénové, impeccable, foyer, garage, tourbillon, avenue recherchée.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

ROYCEMENT - GRAND Duplex rénové, impeccable, foyer, garage, tourbillon, avenue recherchée.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

ROYCEMENT - GRAND Duplex rénové, impeccable, foyer, garage, tourbillon, avenue recherchée.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

ROYCEMENT - GRAND Duplex rénové, impeccable, foyer, garage, tourbillon, avenue recherchée.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

ROYCEMENT - GRAND Duplex rénové, impeccable, foyer, garage, tourbillon, avenue recherchée.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

ROYCEMENT - GRAND Duplex rénové, impeccable, foyer, garage, tourbillon, avenue recherchée.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

ROYCEMENT - GRAND Duplex rénové, impeccable, foyer, garage, tourbillon, avenue recherchée.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

ROYCEMENT - GRAND Duplex rénové, impeccable, foyer, garage, tourbillon, avenue recherchée.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

101 ILE DE MONTRÉAL... PLATEAU, nouveau Condo 1150 pi car, 2 ch, 2 duplex rénové, car, terrasse, 124 900 \$.

Re/Max 374-9250

PLATEAU, Oasis à découvrir De Maréville / Roy, 2 étages de 1700 pi car, jardin privé de 2000 pi car, garage. Multiple possibilités, 399 000 \$.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

PLATEAU, superbe condo 1150 pi car, 2 ch, 2 duplex rénové, car, terrasse, 124 900 \$.

Re/Max 374-9250

PLATEAU, Superbe condo d'une grande chambre avec grande terrasse sur jardin magnifique et s/sol pratique. Occasion à saisir, 114 000 \$.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

PLATEAU, sur le beau rue St-Denis, condo 2e étage côté ouest, a/c, bien décoré, beaucoup d'insolite, une chambre, belvédère, 114 000 \$.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

PLATEAU, tout nouveau, Un Super Classique, beau condo coté ouest, avec charme à profusion. Belle vue, vue sur le parc, 184 000 \$.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

PLATEAU, triplex semi-dét., 188 000 \$.

188 000 \$, 184 000 \$, 179 000 \$.

PLATEAU, triplex semi-dét., 188 000 \$.

188 000 \$, 184 000 \$, 179 000 \$.

PLATEAU, triplex semi-dét., 188 000 \$.

188 000 \$, 184 000 \$, 179 000 \$.

PLATEAU, triplex semi-dét., 188 000 \$.

188 000 \$, 184 000 \$, 179 000 \$.

PLATEAU, triplex semi-dét., 188 000 \$.

188 000 \$, 184 000 \$, 179 000 \$.

PLATEAU, triplex semi-dét., 188 000 \$.

188 000 \$, 184 000 \$, 179 000 \$.

101 ILE DE MONTRÉAL... ROYCEMENT - GRAND Duplex rénové, impeccable, foyer, garage, tourbillon, avenue recherchée.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

ROYCEMENT - GRAND Duplex rénové, impeccable, foyer, garage, tourbillon, avenue recherchée.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

ROYCEMENT - GRAND Duplex rénové, impeccable, foyer, garage, tourbillon, avenue recherchée.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

ROYCEMENT - GRAND Duplex rénové, impeccable, foyer, garage, tourbillon, avenue recherchée.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

ROYCEMENT - GRAND Duplex rénové, impeccable, foyer, garage, tourbillon, avenue recherchée.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

ROYCEMENT - GRAND Duplex rénové, impeccable, foyer, garage, tourbillon, avenue recherchée.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

ROYCEMENT - GRAND Duplex rénové, impeccable, foyer, garage, tourbillon, avenue recherchée.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

ROYCEMENT - GRAND Duplex rénové, impeccable, foyer, garage, tourbillon, avenue recherchée.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

ROYCEMENT - GRAND Duplex rénové, impeccable, foyer, garage, tourbillon, avenue recherchée.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

ROYCEMENT - GRAND Duplex rénové, impeccable, foyer, garage, tourbillon, avenue recherchée.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

ROYCEMENT - GRAND Duplex rénové, impeccable, foyer, garage, tourbillon, avenue recherchée.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

ROYCEMENT - GRAND Duplex rénové, impeccable, foyer, garage, tourbillon, avenue recherchée.

Gr. Sutton-Immobilier cfr. Pas d'enseigne, appelez-moi

101 ILE DE MONTRÉAL... PLATEAU, nouveau Condo 1150 pi car, 2 ch, 2 duplex rénové, car, terrasse, 124 900 \$.

Voici notre adresse internet pour trouver IMMOBILIER À VENDRE (rubriques 100 à 118) et IMMOBILIER À LOUER (rubriques 131 à 149 et 154 à 160) www.lapresse.ca/annonces

Pour annoncer: (514) 285-7111

Immobilier

100 ÎLE DE MONTRÉAL 105 LAVAL RIVE-NORD 105 LAVAL RIVE-NORD 106 RIVE-SUD 110 ESTRIE, CANTONS DE L'EST 110 ESTRIE, CANTONS DE L'EST 112 BORD DE L'EAU 115 CONDOMINIUMS, COPROPRIÉTÉS 115 CONDOMINIUMS, COPROPRIÉTÉS 115 CONDOMINIUMS, COPROPRIÉTÉS

100 ÎLE DE MONTRÉAL
VILLE ST-LAURENT, cottage
VUE SPECTACULAIRE
WESTMONT, superbe maison
WESTMONT ADJ. 5017
THIERRY ARMAND

105 LAVAL RIVE-NORD
LAVAL - SUR - LE - LAC
NOUVEAU SUR LE MARCHÉ
LES CHÊNES COÛT LES CÉDRÉS
PENTHOUSE À LAVAL
CLAIRE L. BRUNEAU

105 LAVAL RIVE-NORD
LAVAL - SUR - LE - LAC
NOUVEAU SUR LE MARCHÉ
LES CHÊNES COÛT LES CÉDRÉS
PENTHOUSE À LAVAL
CLAIRE L. BRUNEAU

106 RIVE-SUD
ST-LAMBERT, "Paris House"
Superbe résidence
LISETTE LAJOIE

110 ESTRIE, CANTONS DE L'EST
A AUSTIN, domaine de 10
des châteaux, piscine,
FERNAND SAVOIE

110 ESTRIE, CANTONS DE L'EST
KNOWLTON, superbe chalet
sur lac, décor professionnel
LISELLE LAJOIE

112 BORD DE L'EAU
LAC ÉCOLOGIQUE
Estrie, maison chère
LAC MASKINGOIE

115 CONDOMINIUMS, COPROPRIÉTÉS
LES MAISONNETTES
DU PARC
Métro Jolicoeur, entre 2 parcs
AGISSEZ VITE!

115 CONDOMINIUMS, COPROPRIÉTÉS
LES MAISONNETTES
DU PARC
Métro Jolicoeur, entre 2 parcs
AGISSEZ VITE!

115 CONDOMINIUMS, COPROPRIÉTÉS
LES MAISONNETTES
DU PARC
Métro Jolicoeur, entre 2 parcs
AGISSEZ VITE!

102 CENTRE-VILLE
600 DE LA MONTAGNE
Penthouse, unité de coin
Absolument impeccable
YOLLANDE DUPÉRÉ

102 CENTRE-VILLE
Habiter à Montréal, c'est
disposer de 6 000 \$ et plus
par année à investir dans
une hypothèque en
économisant sur le coût
d'une deuxième voiture!

102 CENTRE-VILLE
Habiter à Montréal, c'est
disposer de 6 000 \$ et plus
par année à investir dans
une hypothèque en
économisant sur le coût
d'une deuxième voiture!

102 CENTRE-VILLE
Habiter à Montréal, c'est
disposer de 6 000 \$ et plus
par année à investir dans
une hypothèque en
économisant sur le coût
d'une deuxième voiture!

102 CENTRE-VILLE
Habiter à Montréal, c'est
disposer de 6 000 \$ et plus
par année à investir dans
une hypothèque en
économisant sur le coût
d'une deuxième voiture!

102 CENTRE-VILLE
Habiter à Montréal, c'est
disposer de 6 000 \$ et plus
par année à investir dans
une hypothèque en
économisant sur le coût
d'une deuxième voiture!

102 CENTRE-VILLE
Habiter à Montréal, c'est
disposer de 6 000 \$ et plus
par année à investir dans
une hypothèque en
économisant sur le coût
d'une deuxième voiture!

102 CENTRE-VILLE
Habiter à Montréal, c'est
disposer de 6 000 \$ et plus
par année à investir dans
une hypothèque en
économisant sur le coût
d'une deuxième voiture!

102 CENTRE-VILLE
Habiter à Montréal, c'est
disposer de 6 000 \$ et plus
par année à investir dans
une hypothèque en
économisant sur le coût
d'une deuxième voiture!

103 VIEUX-MONTRÉAL
1 MCGILL
A couper le souffle!
LUISE HEUREUX

103 VIEUX-MONTRÉAL
Habiter à Montréal, c'est
disposer de 6 000 \$ et plus
par année à investir dans
une hypothèque en
économisant sur le coût
d'une deuxième voiture!

103 VIEUX-MONTRÉAL
Habiter à Montréal, c'est
disposer de 6 000 \$ et plus
par année à investir dans
une hypothèque en
économisant sur le coût
d'une deuxième voiture!

103 VIEUX-MONTRÉAL
Habiter à Montréal, c'est
disposer de 6 000 \$ et plus
par année à investir dans
une hypothèque en
économisant sur le coût
d'une deuxième voiture!

103 VIEUX-MONTRÉAL
Habiter à Montréal, c'est
disposer de 6 000 \$ et plus
par année à investir dans
une hypothèque en
économisant sur le coût
d'une deuxième voiture!

103 VIEUX-MONTRÉAL
Habiter à Montréal, c'est
disposer de 6 000 \$ et plus
par année à investir dans
une hypothèque en
économisant sur le coût
d'une deuxième voiture!

103 VIEUX-MONTRÉAL
Habiter à Montréal, c'est
disposer de 6 000 \$ et plus
par année à investir dans
une hypothèque en
économisant sur le coût
d'une deuxième voiture!

103 VIEUX-MONTRÉAL
Habiter à Montréal, c'est
disposer de 6 000 \$ et plus
par année à investir dans
une hypothèque en
économisant sur le coût
d'une deuxième voiture!

103 VIEUX-MONTRÉAL
Habiter à Montréal, c'est
disposer de 6 000 \$ et plus
par année à investir dans
une hypothèque en
économisant sur le coût
d'une deuxième voiture!

105 LAVAL RIVE-NORD
CONDO moderne, 1058 pi car
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
CONDO moderne, 1058 pi car
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
CONDO moderne, 1058 pi car
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
CONDO moderne, 1058 pi car
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
CONDO moderne, 1058 pi car
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
CONDO moderne, 1058 pi car
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
CONDO moderne, 1058 pi car
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
CONDO moderne, 1058 pi car
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
CONDO moderne, 1058 pi car
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
ADIEU LOYER, à Laval
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
ADIEU LOYER, à Laval
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
ADIEU LOYER, à Laval
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
ADIEU LOYER, à Laval
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
ADIEU LOYER, à Laval
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
ADIEU LOYER, à Laval
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
ADIEU LOYER, à Laval
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
ADIEU LOYER, à Laval
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
ADIEU LOYER, à Laval
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX

105 LAVAL RIVE-NORD
A DUVERNAVY - BIJOU
Val des Arènes, bungalow
LUISE HEUREUX